L'Agora, cœur politique de la Fête

Nouveau Front populaire, lutte contre l'extrême droite, jeux Olympiques, guerre à Gaza, féminisme, climat... Retrouvez le programme complet des débats. P. 16


PASCAL AVENET / ABACA

Dans les champs, l'été de toutes les calamités

Le monde paysan accumule les déconvenues, entre épidémies, récoltes historiquement mauvaises et prix trop bas. Plusieurs syndicats en appellent à l'État. P. 10

MARDI 10 SEPTEMBRE 2024. | N° 24023. | 2,70 € | www.humanite.fr

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS
l'Humanité

GAZA
À QUAND LA PAIX ?

Après onze mois de guerre, les négociations entre Israël et le Hamas pour un cessez-le-feu se heurtent au jusqu'au-boutisme de Benyamin Netanyahou, malgré les mises en garde de son allié états-unien. P. 2

OMAR AL-QUATTA / AFP

BELGIQUE 2,80 € - MARTINIQUE, RÉUNION, GUADELOUPE 3 € - MAROC 34 MAD
M 00110 - 910 - F: 2,70 €

Annonces légales et judiciaires en page 11.



ÉDITORIAL
PAR MAURICE ULRICH

Surveillance

Il n'est pas requis d'être un expert en sciences du langage et plus précisément en sémantique pour entendre dans leur résonance les mots de Jordan Bardella, cautionnés par Marine Le Pen : *« Je crois qu'à compter de ce jour, monsieur Barnier est un premier ministre sous surveillance… »* C'est du lourd. On peut, et c'est légitime, être vigilant à l'égard d'un gouvernement, le mettre en garde par rapport aux décisions qu'il entend prendre. La gauche le fera, n'en doutons pas, avec le gouvernement de Michel Barnier, et les manifestations des syndicats annoncées pour octobre vont en témoigner. Mais la tonalité ici est différente.

***« Nous serons amenés, dès les prochaines semaines, à indiquer** au premier ministre les lignes rouges et les mesures que nous jugerons importantes et dont la prise en compte est indispensable »*, a aussi indiqué Marine Le Pen. On avait bien compris que la nomination d'un revenant sorti du placard de l'ancienne politique qu'Emmanuel Macron voulait révolutionner – on voit comment – avait fait l'objet d'un deal avec la cheffe du RN et son ombre ou son homme lige. C'était en attendant un retour sur investissement.

Michel Barnier a déjà donné des gages de bonne volonté dès ses premiers propos en indiquant ne pas avoir de ligne rouge, en particulier avec le Rassemblement national et sur des questions comme l'immigration. Il est vrai que, au su de ses positions antérieures, il n'a pas beaucoup d'efforts à faire dans ce sens. On peut à ce point se demander si le choix des ministres à venir ne sera pas discrètement soumis au RN.

> On peut se demander si le choix des ministres à venir ne sera pas discrètement soumis au Rassemblement national.

Mais il y a encore autre chose dans le vocabulaire utilisé. *« À compter de ce jour, monsieur Barnier est un premier ministre sous surveillance. »* L'Histoire bégaie sur un ton comminatoire et c'est une vision du monde. Surveiller et punir. C'était le titre, dans les années 1960, d'un ouvrage de Michel Foucault : les immigrés, les jeunes des banlieues, les féministes et les ennemis de la famille, les syndicats si possible, les partis de gauche dont Marine Le Pen évoquait, dimanche, *« le programme délirant et la haine en bandoulière »*… À front renversé. ■

À Gaza, la lueur d'un cessez-le-feu s'éloigne

PROCHE-ORIENT Les États-Unis se veulent confiants, mais les jours passent et aucun accord n'est annoncé concernant l'arrêt de la guerre, qui ouvrirait pourtant la voie à la libération des otages israéliens et des prisonniers palestiniens. Un blocage dû à la volonté de Netanyahou de maintenir son armée dans l'enclave, notamment à la frontière avec l'Égypte.

Le secrétaire d'État américain Antony Blinken peut bien faire preuve d'optimisme en parlant d'un accord de cessez-le-feu dans la bande de Gaza, il ne convainc pas grand monde et surtout pas les Palestiniens. *« Selon ce que j'ai vu, 90 % de l'accord est prêt, mais il reste quelques questions critiques »*, a-t-il déclaré à propos notamment du fameux corridor de Philadelphie, cette bande de 14 kilomètres de long située sur la frontière entre l'Égypte et la bande de Gaza. Or, cette zone est devenue un véritable verrou dans les discussions qui se déroulent à Doha et au Caire, sous l'égide de l'Égypte, des États-Unis et du Qatar, chargés de transmettre les propositions (ou les refus) d'Israël et du Hamas (lire l'entretien avec Gershon Baskin, page 4). La Turquie, cinq pays arabes, dont l'Arabie saoudite, et l'Autorité palestinienne se sont joints à l'Égypte pour rejeter la demande d'Israël de maintenir ses troupes déployées dans le corridor de Philadelphie. *« Il incombe vraiment aux deux parties de parvenir à un accord sur les questions restantes »*, a martelé Blinken en apportant un bémol : *« Même si je pense que nous sommes près d'obtenir un accord de cessez-le-feu, chaque jour qui passe sans qu'il ne soit finalisé, ni que les parties ne disent "oui, point final" est un jour où quelque chose d'autre se produit (…) qui repousse simplement l'échéance et risque de faire dérailler une bien fragile affaire. »*

> « Près de 10 000 Palestiniens sont détenus dans des prisons israéliennes. »
> VOLKER TÜRK, HAUT-COMMISSAIRE DE L'ONU AUX DROITS DE L'HOMME

Après onze mois de conflit à Gaza, le directeur de la CIA, William Burns, s'investit également. Lors d'une conférence organisée par le *Financial Times* à Londres, il a affirmé qu'il travaillait dur sur des *« textes et formules créatives »* avec les médiateurs du Qatar et de l'Égypte pour obtenir un cessez-le-feu en trouvant une proposition qui satisfasse les deux parties. Les négociations patinent et Israël et le Hamas ne cessent de se renvoyer la responsabilité du blocage. L'organisation palestinienne pointe également l'attitude de Whashington : *« Si l'administration américaine et son président veulent vraiment parvenir à un cessez-le-feu et conclure un accord d'échange de prisonniers, ils doivent abandonner leur parti pris aveugle pour l'occupation sioniste et exercer une véritable pression sur Netanyahou »*, a fait savoir Khalil Al Hayya, membre du bureau politique du Hamas.

Depuis l'annonce, la semaine dernière, de la découverte à Gaza des corps de six Israéliens détenus dans l'enclave palestinienne, Benyamin Netanyahou est soumis à de fortes pressions pour parvenir à un accord permettant la libération des otages encore retenus. Lors d'une manifestation à Tel-Aviv, Gil Dickmann, cousin d'une des six personnes retrouvées mortes, a prévenu : *« Nous ferons tout pour que tous les otages soient avec nous. Et si les dirigeants ne veulent pas signer un accord, nous les forcerons ! »* Pourtant, les dizaines de milliers de manifestants israéliens qui sont descendus dans les rues ne semblent pas entendus par l'inamovible chef



Khan Younès, dans le sud de la bande de Gaza, le 8 septembre. ABED RAHIM KHATIB/ANADOLU/AFP

du gouvernement. Il est vrai que l'arrêt total de la guerre n'est pas une revendication majoritaire en Israël, loin de là. Ce qui permet au premier ministre israélien de tenir tête aux États-Unis en assénant sur la chaîne Fox : « *Aucun accord n'est en cours de négociation. Malheureusement, nous sommes loin d'y parvenir.* » Puis il a décliné sa stratégie : « *Premièrement, faire sortir les otages (…). Deuxièmement, maintenir les lignes rouges qui sont nécessaires à la sécurité et à la survie d'Israël, et les deux passent par le maintien (sous contrôle israélien – NDLR) du couloir de Philadelphie, car cela met le Hamas sous pression, l'empêche de se réarmer et empêche Gaza de redevenir une enclave terroriste iranienne* ».

La rhétorique n'est pas nouvelle, et même usée, qui lui permet néanmoins de se maintenir au pouvoir. Paradoxalement, le Hamas est le principal défenseur des propositions américaines. Le mouvement islamiste insiste sur l'application en l'état d'un plan, annoncé le 31 mai par le président Joe Biden, qui prévoit une trêve de six semaines accompagnée d'un retrait israélien partiel et de la libération d'otages, puis, à terme, d'un retrait total israélien du territoire. Or, en s'arcboutant sur le maintien de la présence militaire israélienne dans la bande de Gaza, Netanyahou empêche toute avancée.

DES FRAPPES AU LIBAN, « SI NÉCESSAIRE »

Dans sa fuite en avant, le premier ministre israélien n'est pas seul. L'ancien chef de l'armée, désormais à la tête du parti de l'Union nationale, Benny Gantz, un temps présenté comme opposant à Netanyahou, estime qu'il est temps pour Israël de s'occuper de la situation dans le nord du pays face au Hezbollah libanais – y compris « *en frappant le Liban, si cela s'avère nécessaire* » –, et appelle à faire face à l'Iran. « *À Gaza, nous avons franchi un point décisif de la campagne. Nous pouvons faire tout ce que nous voulons à Gaza* », s'est réjoui celui qui était chef d'état-major lors de la guerre menée en 2014 contre ce territoire palestinien.

Le but affiché par Netanyahou d'une éradication totale du Hamas est évidemment un leurre. La preuve par l'offensive qu'il a parallèlement lancée en Cisjordanie sous prétexte de détruire des « *infrastructures terroristes* ». La semaine dernière, les villes de Jénine, Tulkarem et les camps de réfugiés qui s'y trouvent ont été l'objet de sanglants raids militaires. Selon le ministère palestinien de la Santé, au moins 662 Palestiniens ont été tués en Cisjordanie depuis le 7 octobre. Ces opérations aggravent une situation « *calamiteuse* » déjà exacerbée par les violences meurtrières de colons, a dénoncé le haut-commissaire de l'ONU aux Droits de l'homme, Volker Türk. Il a par ailleurs révélé que « *près de 10 000 Palestiniens sont détenus dans des prisons ou des installations militaires ad hoc israéliennes* », précisant que le nombre réel devait être « *probablement plus élevé. Beaucoup de ces personnes sont détenues de manière arbitraire* » et plus de 50 sont mortes « *en raison de conditions inhumaines et de mauvais traitements* ».

Lundi 9 septembre était la date de rentrée des classes pour les jeunes Palestiniens. Mais dans la bande de Gaza, toutes les universités ont été détruites et les bâtiments scolaires encore debout servent d'abris au million et demi de réfugiés. Tous attendent la fin de la guerre pour retrouver le chemin de l'école, loin des bombes et des décombres.

PIERRE BARBANCEY

ONU UNE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE SOUS LE SIGNE DE LA PAIX

La 79e session de l'Assemblée générale des Nations unies débute ce mardi, à 15 heures (21 heures à Paris), par sa séance d'ouverture, deux semaines avant le débat général de haut niveau, la grand-messe des 193 États membres. Présidée par l'ancien ministre du Cameroun Philémon Yang, la session se tiendra avec pour slogan « L'unité dans la diversité, pour l'avancement de la paix, du développement durable et de la dignité humaine partout et pour tous ». Dans le cadre des débats consacrés au maintien de la paix et de la sécurité internationale, la situation en Afghanistan et au Moyen-Orient, ainsi que la question de la Palestine apparaissent comme prioritaires. La guerre à Gaza devrait occuper une place prépondérante dans les discussions. D'autres sujets tels que la souveraineté des Comores sur Mayotte, la nécessité de lever le blocus imposé à Cuba par les États-Unis d'Amérique ou la situation de conflit armé en République démocratique du Congo figurent à l'ordre du jour.

l'Humanité
MARDI 10 SEPTEMBRE 2024.



Des troupes israéliennes lors d'opérations dans la bande de Gaza, le 8 septembre. ISRAELI ARMY/AFP

« Netanyahou n'acceptera pas un accord qui mettrait fin à la guerre »

Engagé pour la paix au Proche-Orient, **Gershon Baskin** a souvent négocié avec le Hamas. Il explique les difficultés des discussions actuelles, les blocages à l'œuvre et appelle à la reconnaissance d'un État de Palestine.

Fondateur et directeur du Centre de recherche et d'information Israël-Palestine (Ipcri), Gershon Baskin a été l'initiateur et le négociateur de discussions secrètes entre Israël et le Hamas pour la libération, en 2011, de plus de 1000 prisonniers palestiniens, dont Yahya Sinouar, l'actuel chef du Hamas dans la bande de Gaza, en échange du soldat franco-israélien Gilad Shalit, capturé en 2006.

Sur quelles bases se sont fondées les discussions actuelles sous l'égide des États-Unis, de l'Égypte et du Qatar ? Quels sont les sujets abordés ?

Les négociations qui se poursuivent depuis deux mois et demi portent sur le plan que le président Biden a présenté publiquement en mai. Celui-ci comprend un accord en trois étapes dont la première, censée durer quarante-deux jours, implique un cessez-le-feu. Israël devrait alors se redéployer hors des zones peuplées et, durant ces six semaines, le Hamas libérerait 32 otages. À ma connaissance, une liste de noms est actuellement discutée. Dans le cadre de ces négociations, les Américains poussent pour qu'Israël se désengage du corridor de Philadelphie (zone de 14 kilomètres le long de la frontière entre l'Égypte et la bande de Gaza – NDLR), qu'ils considèrent comme une zone peuplée. Au Caire et à Doha, les négociations ont porté sur le retrait des forces israéliennes de cinq à huit postes militaires le long de ce corridor de Philadelphie, durant les six semaines de cessez-le-feu. Sur ce point, à ma connaissance, il n'y a pas eu d'accord. L'Égypte et le Hamas s'y opposent, et les Israéliens refusent de se retirer de cette zone. Quoi qu'il en soit, je pense que c'est une mauvaise stratégie, car personne ne sait ce qu'il se passera après ces quarante-deux jours. Je plaide pour un cessez-le-feu de trois semaines, prémice à un cessez-le-feu total, le retrait israélien de Gaza, la libération de tous les otages israéliens et d'un nombre convenu de prisonniers palestiniens retenus dans les prisons israéliennes. J'ai demandé au Hamas de dire aux Égyptiens et aux Qataris de travailler en ce sens. Je leur ai tout communiqué, ainsi qu'aux Américains et aux Israéliens.

> Les Palestiniens ne peuvent plus venir travailler en Israël et commencent à mourir de faim.



TAMIR KALIFA/NYT-REDUX-REA

GERSHON BASKIN
Fondateur et directeur du Centre de recherche et d'information Israël-Palestine, ex-négociateur pour Israël

Comment se déroulent ces discussions puisque Israël et le Hamas ne se parlent pas directement ?

Lorsque vous n'avez pas de discussion directe, les conversations sont complexes. Les trois parties – les États-Unis, le Qatar et l'Égypte – ont chacune leurs propres intérêts, leur propre façon de communiquer. Vous ne savez jamais si les messages qui sont livrés sont fidèles à ce que vous avez énoncé. Vous ne savez pas non plus si les réponses que vous recevez sont retransmises de façon exacte. Les documents écrits sont donc les seuls sur lesquels il est possible de compter mais ils n'aident pas à une compréhension optimale. Chacun se concentre sur la forme, parfois au détriment du fond. C'est, selon moi, une très mauvaise façon de mener des négociations.

Qu'est-ce qui empêche un accord ?

Le Hamas ne signera pas un accord qui ne met pas fin à la guerre, et Netanyahou ne l'acceptera pas si cela met fin à la guerre. Tous les autres points sont des détails : prisonniers, redéploiement, couloir de Philadelphie…

Comment le Hamas peut-il prendre des décisions alors qu'Ismail Haniyeh a été tué et que Yahya Sinouar se cache ?

Tous les dirigeants sont consultés, qu'ils soient à Gaza, en Cisjordanie, à Doha, à Istanbul ou à Beyrouth. Le Hamas a également tenté de consulter ceux qui se trouvent dans les prisons israéliennes. En vain. Ils essaient de parvenir à un consensus mais n'y arrivent pas toujours. Au deuxième mois de la guerre, déjà, certains membres du Hamas m'indiquaient que Yahya Sinouar n'était pas le seul décideur. Lorsqu'une décision est prise, elle est annoncée par le chef du Hamas à Beyrouth, Oussama Hamdan. Et même s'il y a désaccord, tout le monde se plie à cette décision.

Khalil Al Hayya, l'adjoint de Sinouar, se trouve hors de Gaza depuis le début de la guerre. Au cours des deux dernières semaines, il a publié des déclarations sur le compte Telegram de l'organisation en signant de son nom. Cela apparaît comme l'expression finale du Hamas. C'est un fait nouveau.

ENTRETIEN

Quel est l'objectif de Netanyahou ?
Rester au pouvoir ! C'est ce qui le préoccupe. Ne pas avoir une commission d'enquête nationale et ne pas devoir se présenter aux élections. Demeurer en poste aussi longtemps qu'il le peut car il croit au mythe de la destruction totale du Hamas. Benyamin Netanyahou veut éliminer Yahya Sinouar. Mais la mort récente de six otages israéliens a un peu changer la donne. Si Yahya Sinouar est tué, le Hamas exécutera tous les otages. Il n'y a aucune raison de ne pas le croire et tout le monde le comprend.

Dans ce contexte, quel est le but de l'offensive israélienne en Cisjordanie ?
L'offensive en Cisjordanie se poursuit depuis le 7 octobre. Elle s'intensifie ces derniers temps, avec son lot de morts et de destructions. Ben-Gvir et Smotrich (ministres israéliens d'extrême droite de la Sécurité nationale et des Finances – NDLR) veulent une explosion en Cisjordanie pour pouvoir faire comme à Gaza : détruire les infrastructures, les habitations et forcer les habitants à partir. Dans le même temps, les Palestiniens ne peuvent plus venir travailler en Israël et commencent à mourir de faim. Les écoles sont fermées parce que l'Autorité palestinienne, en faillite, ne peut plus payer les salaires des enseignants. Des centaines de milliers de jeunes sont dans les rues, ce qui alimente un climat de tension. Nous assistons à un retour de l'utilisation de voitures piégées et de kamikazes, ce qui n'était plus le cas depuis la fin de la deuxième Intifada. C'est très dangereux et c'est exactement ce que certains pyromanes du gouvernement israélien veulent.

Comment les Israéliens réagissent-ils ?
Ils ne savent pas ce qui se passe. Ils sont aveugles, ils ne regardent pas, ils s'en fichent, ils sont toujours dans le traumatisme du 7 octobre et ils ont peur que cela puisse se reproduire depuis la Cisjordanie. Ils entendent dans les médias israéliens que le terrorisme se développe dans ce territoire palestinien, qu'il y a de plus en plus d'attaques, de plus en plus de cellules terroristes, de plus en plus d'armes en circulation… Les gens vivent dans la crainte. Alors, lorsqu'ils entendent que l'armée israélienne entre chaque nuit en Cisjordanie et tue des Palestiniens, ils sont soulagés. Ils ne comprennent pas que tout cela, en réalité, ne fait que jeter de l'huile sur le feu.

Est-ce à dire qu'ils ne considèrent pas que la libération des otages est liée à un accord de paix ou à un accord final sur l'État palestinien ?
Personne ne parle d'un accord de paix. Personne n'évoque les négociations ou la solution à deux États. Nous tentons de faire comprendre aux gens que si nous parvenons à mettre fin à la guerre à Gaza, si la guerre au Liban s'arrête aussi, alors, peut-être qu'Israël permettra aux Palestiniens de retourner travailler en Israël. Peut-être. Mais si nous n'essayons pas, cela va continuer. La situation économique est vraiment désespérée. Les Palestiniens n'ont plus d'argent pour acheter de quoi manger.
Certes, la solution à deux États est revenue dans les discussions internationales, ce qui est important, mais elle n'a pas encore irrigué les consciences en Israël. Cela se produira peut-être après les prochaines élections. Mais tant que Netanyahou sera premier ministre, il n'y aura pas de discussion sur un processus de paix et une solution à deux États.

Y a-il des tiraillements entre l'administration américaine et Netanyahou ?
Oui, il existe un conflit entre l'administration américaine et Netanyahou. Le contexte électoral pèse lourd. Joe Biden n'étant plus candidat, il pourrait être amené à prendre des décisions qu'il n'envisageait pas. Kamala Harris aimerait que cette guerre se termine car cela n'aide pas sa campagne. Israël dépend des États-Unis, que ce soit pour l'utilisation du veto à l'ONU ou la livraison d'armes. Les Américains ont de multiples canaux pour faire passer des messages clairs à Israël, en privé, ou publiquement si les discussions à huis clos échouent.

Est-il important que la communauté internationale reconnaisse un État palestinien ?
Il faut que cela devienne un fait accompli (en français dans le texte – NDLR) qui supprimerait le veto d'Israël sur la question de l'État palestinien. Cela ne changera pas l'occupation, mais forcera à une réorganisation dans la société civile et les politiques en Israël et en Palestine. Cette reconnaissance permettra de faire comprendre qu'un processus de paix relève d'une négociation régionale pour la stabilité, la sécurité, le développement économique. C'est la voie à suivre pour résoudre le conflit. Mais nous allons avoir besoin d'un coup de pouce de la part des Américains et des Européens sur ce point. Tous les pays qui n'ont pas reconnu et Israël et la Palestine doivent le faire.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR PIERRE BARBANCEY

À LA FÊTE DE L'HUMANITÉ
Samedi 14 septembre, dès 12 h 30, au Village du monde
« Après le 7 octobre, quel avenir pour la Palestine ? »
Toute une journée de rencontres et de débats autour de la guerre en cours à Gaza.
À 20 h 30 : soirée de solidarité, place de la Palestine.

«La mort n'est pas sensible aux statuts, aux richesses, au pouvoir, ni aux titres ronflants; nous sommes tous égaux à ses yeux.» Amos Oz

LA FEMME DU JOUR


USA TODAY SPORTS/REUTERS

Alex Morgan

Son départ laisse un grand vide sur et en dehors du terrain. La footballeuse Alex Morgan a joué son dernier match professionnel, dimanche 8 septembre, après treize minutes à domicile contre les North Carolina Courage dans le championnat des États-Unis. Treize minutes comme le numéro que l'attaquante des Wave de San Diego a toujours porté avant de sortir sous les acclamations. L'Américaine de 35 ans, qui a joué à Lyon en 2016-2017, avait annoncé sa retraite, jeudi, après avoir révélé être enceinte de son deuxième enfant. Double championne du monde (2015, 2019) et olympique (2012), celle qui a inscrit 123 buts en sélection a aussi largement contribué à l'égalité femmes-hommes en termes de salaire et d'avantages sociaux, tout en militant contre le harcèlement et pour faire adopter des réformes.

NICOLAS GUILLERMIN

COUP DE PROJECTEUR

En route vers la dystopie

Le haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, Volker Türk, a mis en garde sur la *« voie actuelle »* prise par l'humanité, qui va *« nous diriger, (...) vers un avenir dystopique »*. Il dénonce *« une nouvelle normalité »* faite de *« méthodes de guerre, de contrôle et de répression de plus en plus horribles et technologiquement avancées »*.

C'EST UN SCANDALE

#Pasdevague dans le privé

Le syndicat Unsa rapporte que lors d'une formation sur la maltraitance des enfants, les enseignants d'un collège privé sous contrat se sont vu conseiller d'en référer, en cas d'incident, à l'aumônerie ou au diocèse. Agents publics, ils sont pourtant tenus de signaler les faits à leur hiérarchie ou au procureur. L'omerta, ça s'apprend.

L'œil de Babouse



LA BONNE NOUVELLE ZEvent récolte 10 millions pour les plus précaires

Pour sa 8e édition, le marathon caritatif en ligne ZEvent a récolté 10 145 881 euros. Cela, grâce aux 135 streamers et aux 500 000 à un million de téléspectateurs entre vendredi et dimanche. Sans oublier la trentaine de personnalités d'Internet qui se sont relayées pendant plus de cinquante heures sur Twitch pour jouer à des jeux vidéo, répondre à des quiz et se lancer des défis, et bien sûr le grand concert de lancement, jeudi, au Zénith de Montpellier (Hérault). Les fonds collectés seront reversés à cinq associations : les Bureaux du cœur, Solidarité paysans, le Secours populaire, Chapitre 2 et Cop 1. Elles auront pour mission de les transformer en action concrètes, notamment à destination des personnes en précarité. Si la toute première édition, en 2016, sous le nom de « Projet Avengers », avait pour objectif de financer des associations écologistes, le champ d'action de l'événement, qui a collecté 31 millions d'euros depuis sa création, s'est aujourd'hui élargi à d'autres causes.

LÉA RIVIÈRE

L'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR

Violence Un agent de propreté de la ville de Grenoble a été tué par balles, dimanche 8 septembre, après être intervenu à la suite d'un accident de la circulation. Le conducteur en fuite, auteur des deux coups de feu, est toujours recherché. Le maire de la commune, Éric Piolle, a fait part de sa *« colère »* face *« à cette violence inouïe »*, *« à cette circulation des armes à feu dans notre pays »*. Un hommage à la victime a été rendu lundi.

Développement durable Stades abandonnés, tonnes d'articles jetés… pourquoi le sport doit-il encore faire des efforts ? Longtemps délaissé, le recyclage des équipements sportifs commence à prendre de l'importance, mais nécessite encore une sensibilisation et une prise de conscience plus forte pour décoller.

LE BILLET DE MAURICE ULRICH


BRUNO ARBESU

Sans gène

Oscar Wilde l'avait dit : *« Il est heureux que l'argent soit allé aux gens de goût. »* *Le Figaro* va plus loin dans la rubrique « Événement » de ses pages culture et loisirs en posant cette question à certains égards existentielle : *« Le goût du luxe est-il héréditaire ? »* Étant entendu, ça va de soi, que plus c'est luxueux plus c'est beau, ou ça doit l'être. L'article cite le cas de Camille qui, a 16 ans, écoutait du rap mais n'en portait pas moins des bijoux Cartier ou Tiffany. Et, nous rassure-t-on, même au pire de sa crise d'adolescence, elle a toujours apprécié le goût de ses parents : *« Les meubles des années 1950, la vaisselle chinée, les mocassins patinés »*… On en rêve. Mais donc ce ne serait pas seulement une habitude, un milieu, ce serait, peut-être, héréditaire. Comme le sang bleu des aristocrates, un gène du goût du luxe dans les bonnes familles. Les pauvres n'ont pas cette chance. Ça se saurait et eux aussi rouleraient en Ferrari rouge avec une Rolex et une grosse gourmette en or.

LE FIL ROUGE

Paris (75) Hommage aux victimes du double assassinat d'une contrôleuse du travail et d'un inspecteur de la MSA en 2004 : rassemblement à 11 heures devant le ministère du Travail, puis réunion publique à 17 heures, à la bourse du travail, 29, boulevard du Temple.

Le Gâvre (44) Gérard Le Puill, auteur, journaliste et chroniqueur de *l'Humanité*, participera le 12 septembre à 10 h 30 au débat organisé au domaine de la Génestrie dans le cadre de la fête des retraités CGT de Loire-Atlantique. L'échange portera sur « Bien-produire et bien-manger », avec un membre de la Confédération paysanne.

Nice (06) Les Amis de la liberté vous invitent, le 19 septembre à l'amphithéâtre Espace des associations, 12, place Garibaldi, à une rencontre avec Kiki Baldassari, historienne de l'art, sur le thème du peintre « Le Caravage, un génie sulfureux. La révolution incarnée ».



À l'université d'été du Parti socialiste, au mois d'août, à Blois. De gauche à droite : Léon Deffontaines (PCF), Lucie Castets (candidate du NFP à Matignon), Éric Coquerel (FI), Olivier Faure (PS) et Marine Tondelier (Les Écologistes). FRÉDÉRIC PÉTRY/HANS LUCAS

Le NFP doit « tenir bon » face à Michel Barnier

OPPOSITION Snobé par le président de la République pour Matignon, le Nouveau Front populaire entend s'imposer comme la principale alternative à un bloc bourgeois s'étendant de Macron à Le Pen.

En juin, Emmanuel Macron vendait sa dissolution comme un accélérateur de « *clarification* » politique. C'est finalement lui, trois mois plus tard, qui l'a réalisée en refusant de nommer une personnalité de gauche à Matignon, lui préférant un élu LR adoubé par l'extrême droite. Pour mieux signifier l'emprise du RN sur cette coalition qui ne dit pas son nom, son président, Jordan Bardella, a même annoncé, ce week-end, placer Michel Barnier « *sous surveillance démocratique* ».

La clarification d'Emmanuel Macron pourrait donc aboutir à un système politique proche de celui d'avant 2017, avec un clivage droite-gauche net, à la différence près que le cordon sanitaire entre la droite et son extrême s'estompe… « *Désormais, les choses sont claires : nous sommes la seule opposition à la politique de casse sociale qui va être menée par Michel Barnier et son futur gouvernement puisque tous les autres le soutiennent ou l'ont adoubé*, estime le sénateur PCF Ian Brossat. *La droite et le RN devront être tenus pour responsables des politiques menées par le futur gouvernement.* »

Cyniquement, et à condition de limiter les dégâts dans les mois à venir, ce nouveau bloc bourgeois peut-il devenir à terme une aubaine pour la gauche ? « *Le sujet est trop grave pour se réjouir de ce cartel des droites. Mais c'est une clarification qui montre que nous sommes la seule alternative à la politique menée depuis au moins sept ans* », reconnaît le député Génération.s Benjamin Lucas, qui siège dans le groupe écologiste et social.

Déjà, à gauche, les prochaines échéances électorales, dans moins d'un an en cas de nouvelle dissolution, sont dans les têtes. Plusieurs cadres parlent de « *campagne permanente* » avec la nécessité de convaincre sans cesse de nouveaux électeurs, en plus de pérenniser le rassemblement entre partis. « *Nous devons tenir bon et ne pas céder à la désespérance*, estime Ian Brossat. *N'oublions pas que si nous n'avions pas construit le NFP, Bardella serait à Matignon.* »

« *Le NFP a créé un espoir et celui-ci ne doit pas se dissiper. C'est un devoir vis-à-vis de nos électeurs de continuer à* ■■■

travailler ensemble », abonde le député FI Éric Coquerel. Y compris avec le PS dans son ensemble, alors que le parti semble se diviser en deux, notamment autour d'une alliance avec la France insoumise ? « *Si nous parlons du PS qui est sur la ligne Olivier Faure, oui. C'est ce parti avec lequel nous discutons, le reste ne nous concerne pas réellement.* »

« DÉPASSER LE STADE DE LA COALITION D'APPAREILS »

Reste que, pour tenir bon face au gouvernement Barnier avant d'aller chercher les 90 sièges qui lui manquent pour atteindre la majorité absolue, le NFP pourrait évoluer. C'est en tout cas ce que souhaitent certaines personnalités échaudées par l'éclatement passé de la Nupes. « *Il nous faut dépasser le stade de la coalition d'appareils*, avance Benjamin Lucas. *Transformer le NFP pour qu'il soit aussi un outil démocratique, organisé sur les territoires, permettant de construire une politique commune, ce que nous n'avons pas réussi à faire avec la Nupes.* » « *Il y a des enjeux de structuration à l'échelle locale. On a vu dans les manifestations, samedi, qu'il y a une demande que le NFP persiste, comme représentation de la gauche unie mais aussi d'un outil qui dépasse les partis. C'est un enjeu particulièrement important pour le PS* », ajoute le député socialiste Arthur Delaporte.

Au sein de chaque formation, la question se pose également de trouver une organisation dans laquelle chacun garde le même objectif commun. À tel point que Clémentine Autain, qui a quitté la FI en juin, souhaite « *structurer de bas en haut* » le NFP, notamment pour réfléchir à une méthode de désignation du candidat à la présidentielle de 2027. « *Lucie Castets est pour l'instant l'incarnation que le Nouveau Front populaire existe et est possible. Elle a un rôle à jouer* », précise-t-elle également.

Les députés NFP font le serment, au moins aujourd'hui, de travailler de manière étroite à l'Assemblée nationale dont les travaux dans l'Hémicycle reprendront au plus tard le 1er octobre. Dans l'opposition, le NFP espère peser davantage que la Nupes lors de la législature précédente. Et ce dès le vote crucial du budget. « *Ce sera une bataille parlementaire extrêmement importante, qui peut se terminer par une motion de censure*, présente Éric Coquerel, président de la commission des Finances. *Il nous faudra donc montrer qu'une alternative existe avec un gouvernement Lucie Castets, montrer notre crédibilité à exercer le pouvoir. Cela passe par faire voter un maximum d'amendements.* » Seul contre un bloc des droites en formation, le NFP entend s'imposer comme unique option pour changer de politique.

FLORENT LE DU

Budget 2025 : la bataille s'annonce musclée

L'audition des deux ministres démissionnaires de Bercy à l'Assemblée nationale, lundi, a amorcé les discussions sur les finances de l'État pour 2025, sous le signe de l'austérité.

Premier ministre à peine nommé, nouveau gouvernement en formation, retards dans les arbitrages à la suite de la dissolution : les discussions autour du budget 2025 n'avaient pas encore débuté que, déjà, la bataille s'annonçait rude. Le coup d'envoi a finalement été donné lundi, avec l'audition des ministres démissionnaires de Bercy, Bruno Le Maire et Thomas Cazenave. Avec en ligne de mire pour la commission des Finances de l'Assemblée, ce qui « *sera sans doute le budget le plus délicat de la Ve République* », selon Pierre Moscovici, premier président de la Cour des comptes. Car outre l'Assemblée fragmentée, sans majorité absolue, le déficit pourrait atteindre les 5,6 % du PIB en 2024, soit davantage que les 5,1 % prévus, puis 6,2 % en 2025. Selon le Trésor, l'État doit trouver 30 milliards d'euros d'ici à l'an prochain, et 100 milliards d'ici à 2028. Car la loi de programmation des finances publiques prévoit de repasser sous l'objectif européen de 3 % de déficit en 2027, un objectif que Pierre Moscovici estime désormais « *caduc* », au motif qu'un tel effort serait « *peu acceptable socialement et économiquement guère cohérent* ». La présentation du budget à l'Assemblée, fixée par la loi au premier mardi d'octobre, s'annonce donc houleuse. D'autant que la France, sous le coup d'une procédure de l'Union européenne pour déficit excessif, a déjà dû demander un délai à la Commission européenne dans la présentation de son plan de réduction de la dette publique.

Selon le Trésor, l'État doit trouver 30 milliards d'euros d'ici à l'an prochain.

Pour autant, le scénario d'un « shutdown » à l'états-unienne si la France n'adopte aucun budget n'est pas une menace. « *La loi organique et la Constitution prévoient une procédure dans l'hypothèse où nous n'aurions pas voté le budget au bout de soixante-dix jours* », a expliqué Charles de Courson (Liot), ouvrant la voie à des ordonnances. Mais le rapporteur général du budget prévient qu'une telle issue pour un texte de cette importance constituerait une « *négation de la démocratie* ».

Michel Barnier, nouveau premier ministre issu de LR, hérite d'une ébauche de budget du gouvernement démissionnaire, décriée par le Nouveau Front populaire et au-delà, jusque dans les rangs des ministres en partance, pour son austérité. Le chef du futur gouvernement est aussi « *sous (la) surveillance* » de l'extrême droite, selon les mots le Marine Le Pen, qui a validé cette nomination auprès d'Emmanuel Macron. Un choix qui n'augure pas d'un infléchissement vers moins d'austérité, et ouvre la porte à un budget jugé acceptable par le RN, et donc lourd de péril pour nombre de citoyens.

Interrogé sur ce budget, Michel Barnier a déclaré ne pas vouloir « *augmenter la dette* ». Il a également évoqué l'impératif de croissance et « *des progrès dans l'efficacité de la dépense publique* », antiennes de la droite. Tout en se proclamant, sur TF1, « *personnellement très engagé pour la défense des services publics* » et ouvert à « *une plus grande justice fiscale* ». Une manière de ne pas exclure des hausses d'impôts, auxquelles Macron s'est toujours déclaré hostile. Une ligne de crête qu'il ne sera pas aisé de tenir.

JESSICA STEPHAN

LA CHRONIQUE SANTÉ DE CHRISTOPHE PRUDHOMME


ALBERT FACELLY

M. Barnier, vous avez tout faux

Ce n'est pas la suppression de l'aide médicale d'État, ni la suppression de la prise en charge à 100 % des affections de longue durée qui régleront le problème. Écoutez les professionnels qui accusent la politique menée depuis plusieurs années d'être responsable de « *morts évitables* ». La poursuite des restrictions budgétaires pour la Sécu est une politique meurtrière dont il vous faudra porter la responsabilité. Oui, écoutez la France d'en bas qui vous demande d'aller chercher l'argent là où il est. Il est possible de supprimer notamment les exonérations de cotisations offertes aux entreprises et que même des économistes libéraux considèrent comme inefficaces pour l'emploi, mais qui gonflent les dividendes versés aux actionnaires. Le choix est clair entre donner les moyens aux personnels de santé de faire leur travail efficacement et sauver des vies, ou bien continuer à enrichir ceux qui sont déjà assis sur des tas d'or planqués dans les paradis fiscaux pour échapper à l'impôt.

Comme son prédécesseur, le nouveau premier ministre a réservé sa première sortie à la visite d'un hôpital. Mais son approche est encore pire que ce que nous avons connu ces dernières années. Dans le déni le plus total de la situation critique de l'hôpital qui crève d'un manque de ressources financières et humaines, il annonce qu'il va falloir continuer à faire plus avec moins. Monsieur Barnier, vous êtes le père la rigueur puissance deux, vous ne parlez que de la dette et de la nécessité de faire des économies. Mais si, comme vous le dites, « *vous êtes d'en bas* », il va falloir ouvrir vos oreilles et écouter ce que l'ensemble des professionnels de santé (de la CGT aux directeurs d'hôpitaux) expliquent : le problème de l'hôpital aujourd'hui n'est pas celui des dépenses, mais celui des recettes. La Fédération hospitalière de France, représentation institutionnelle des hôpitaux qui ne peut être accusée d'être de la gauche radicale, demande une augmentation budgétaire de 6 % pour 2025 simplement pour assurer le maintien du fonctionnement des hôpitaux et des Ehpad qui accumulent des déficits d'année en année du fait de budgets insuffisants.

La colère est grande à l'hôpital. Vous en avez eu un aperçu lors de votre visite à l'hôpital Necker, à Paris, samedi. Appliquer le programme que vous avez annoncé ne pourra que la faire grandir. Les députés qui refuseront de vous censurer se rendront complices des manquements dénoncés sur le mur de honte mis en place par nos collègues des urgences du CHU de Brest (Finistère). Il faudra généraliser cet affichage dans tous les hôpitaux en y inscrivant les noms des responsables de cette dégradation de l'hôpital pour qu'ils soient connus des malades et de leurs proches.

École : deux grèves en guise d'avertissement

ÉDUCATION Contre les évaluations nationales standardisées dans le primaire et pour un plan d'urgence en Seine-Saint-Denis : deux appels, ce mardi, mettent déjà le futur gouvernement sous pression.



Rassemblement à Bobigny, le 14 mars, pour exiger des moyens pour les établissements de la Seine-Saint-Denis. VALÉRIE DUBOIS/HANS LUCAS

À défaut de « choc des savoirs », l'école va connaître dès ce mardi un choc des mobilisations. Dans le premier degré, une intersyndicale CGT-Éduc'action, FSU-Snuipp et SUD éducation appelle à un boycott des évaluations nationales standardisées, qui ont théoriquement commencé lundi, et à une journée de grève pour demander, outre l'abandon de ces évaluations, des recrutements de professeurs des écoles et d'accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH). Et ce sera jour de grève également en Seine-Saint-Denis, où l'intersyndicale (CGT, FSU, SUD, CNT) relance son mouvement pour un « plan d'urgence pour l'éducation » dans le département, assorti d'une manifestation à Paris (départ à 13 h 30 de Luxembourg en direction du ministère de l'Éducation nationale).

On le sait trop peu mais la généralisation des évaluations nationales standardisées à toutes les classes (du CP au CM2), à partir de cette rentrée, fait partie intégrante du « choc des savoirs ». Le dispositif s'avance sous les traits du bon sens : aider les enseignants à savoir où en sont leurs élèves en début d'année, pour mieux répondre à leurs besoins spécifiques. Sauf que ces évaluations en elles-mêmes sont très critiquées par les enseignants en raison de leur standardisation et de l'impossibilité de les adapter aux spécificités des élèves. Dommage pour des tests censés précisément permettre l'individualisation des réponses éducatives… Pour la même raison, elles génèrent chez de nombreux élèves un stress aussi inutile que nuisible. Les enseignants le disent : ils n'ont pas attendu ces tests hors-sol pour évaluer leurs élèves, à leur rythme et avec leurs compétences, pour ajuster leur travail aux besoins des enfants. Comme le rappelle l'intersyndicale, *« les évaluations bénéfiques aux apprentissages des élèves sont celles que les enseignantes et enseignants construisent eux-mêmes dans leurs classes »*.

Au contraire, les évaluations standardisées *« ne renseignent pas l'enseignant·e sur les mécanismes qui font obstacle aux apprentissages »* et tendent à stigmatiser les élèves, qui se trouvent en difficulté face à elles. En cela, elles constituent une préparation au tri des élèves tel que l'organise le « choc des savoirs » au collège, avec les groupes de niveau. Deuxième lame de ce rasoir éducatif : la standardisation concomitante des pratiques pédagogiques. L'évaluation pose le diagnostic et il ne reste plus à l'enseignant qu'à appliquer les « recettes » prévues pour y répondre, comme le simple agent d'exécution que ces procédures font de lui. Cette pente devient *« de plus en plus insupportable pour les enseignants ! »* s'indignait Guislaine David, porte-parole du Snuipp-FSU, à la veille de la rentrée, en appelant à *« enrayer la machine »* par le boycott des évaluations et l'appel à la grève de ce mardi 10 septembre.

PLUS DE 1000 POSTES NON POURVUS

Cet enjeu des évaluations standardisées concerne également la Seine-Saint-Denis. Mais dans le département le plus jeune et le plus pauvre de France métropolitaine, l'enjeu est d'obtenir enfin ce « plan d'urgence pour l'éducation » qui a déjà fait l'objet d'un mouvement aussi imaginatif que puissant de février à juin – qui prit fin… par la force des choses. En cette rentrée, les syndicats ont enquêté : plus de 1 000 postes n'ont pas été pourvus en primaire ; dans le secondaire, il manque au moins un professeur dans 65 % des collèges et 71 % des lycées. La réponse : dans les écoles, la mobilisation des remplaçants ; dans les collèges et lycées, le recrutement précipité de 600 contractuels, soit… 20 fois plus qu'à la rentrée 2023 ! Et du côté des personnels non enseignants (surveillants, CPE, administratifs, infirmiers, AESH…), la situation n'est pas meilleure.

Si le mouvement de l'an passé s'est terminé en queue de poisson avec la dissolution, il a marqué des points, qui se traduisent, toujours selon l'intersyndicale, par l'échec retentissant du « choc des savoirs » dans le département : dans plus de 9 collèges sur 10, il n'y aura pas de groupes de niveau. Raison de plus pour ne pas baisser la garde : l'appel à la grève et à la manifestation en constitue la première démonstration cette année. Un avertissement directement adressé au gouvernement qui doit se constituer sous la houlette de Michel Barnier. Car, si la « priorité » à l'école déjà affichée par ce dernier doit se traduire par la continuation, et même l'aggravation, de la politique menée depuis 2017, c'est tout simplement la survie du service public et de l'école républicaine qui sera en jeu. ■

OLIVIER CHARTRAIN

À LA FÊTE DE L'HUMANITÉ

Dimanche 15 septembre, 14 heures, à l'Agora

« École privée, école publique : la guerre silencieuse »

Avec Stéphane Bonnéry, directeur de la revue *la Pensée*, Caroline Chevé, FSU des Bouches-du-Rhône, Paul Vannier, député FI, et Annabelle Allouch, sociologue.

EN LUTTE

AUGMENTATIONS CHEZ SPIDERS

Les salariés de la société de jeux vidéo, en grève depuis le 2 septembre, ont obtenu des hausses de salaire et une amélioration des conditions de travail. La direction s'engage à revaloriser de 11 % le salaire minimum et à respecter le recours au télétravail.

LES ARRÊTS DE TRAVAIL PÉNALISÉS

Face au dépassement des 11 milliards d'euros de déficit de l'assurance-maladie prévus pour 2024, le directeur général du régime évoque, dans *les Échos* de ce lundi, un renforcement des contrôles des arrêts maladie et *« un nouveau système d'indemnisation des arrêts de travail »*.

MILEE LIQUIDÉ

Lundi, le tribunal de commerce de Marseille a placé le distributeur de publicité Milee (ex-Adrexo) en liquidation judiciaire. Résultat : 5 000 licenciements. Malgré une offre de reprise déposée à la date, l'absence de trésorerie a fermé la porte à toute reprise d'activité.

Dans les champs, l'été de toutes les calamités

AGRICULTURE Influenza, récoltes historiquement mauvaises, prix trop bas… paysans et paysannes ont rencontré, cette dernière saison, de très nombreuses déconvenues mettant en péril leur production et leur revenu. Plusieurs organisations syndicales demandent l'intervention de l'État.



Une ferme bio, dans l'Aubrac. Les éleveurs ont égalem

Les concessions accordées par le gouvernement à l'hiver n'auront donc rien fait pour éteindre l'incendie. Huit mois après les mobilisations paysannes historiques déclenchées tant par la menace d'une augmentation du coût du gazole non routier (GNR) que par l'impossibilité pour les agriculteurs de tirer un revenu décent de leur production, les tensions semblent à nouveau à leur apogée dans les champs et les fermes. Plus qu'un feu de paille, l'exaspération des producteurs révèle un dysfonctionnement profond du modèle agricole, exacerbé, cet été, par de nombreuses catastrophes sanitaires et climatiques. Tour d'horizon des symptômes de la crise.

Une lactation ralentie, une reproduction freinée, voire la mort des bêtes. La fièvre catarrhale ovine (FCO) s'est hissée, cette saison, en tête des préoccupations des éleveurs d'ovins, de caprins ou de bovins. Selon les données du ministère de l'Agriculture, au 29 août, 342 foyers de cette maladie virale, transmise par les moucherons, avaient été recensés à travers le territoire, dont de nombreux au nord de la France.

Du côté du Sud-Ouest, c'est la maladie hémorragique épizootique (MHE) qui a sévi dans les troupeaux, avec pas moins de 344 foyers identifiés entre le 1er juin et le 29 août. *« Humainement et moralement, c'est très, très dur à vivre. Financièrement aussi »*, soupire Nicolas Fortin, éleveur dans la Vienne et secrétaire national de la Confédération paysanne.

S'il existe bien des vaccins pour contrer ces virus, ceux-ci n'ont pas été en mesure, cet été, de calmer les inquiétudes des éleveurs. Bien trop chers ou tout bonnement en pénurie, ils n'ont, la plupart du temps, pas pu être utilisés sur le bétail atteint. *« Les pouvoirs publics se doivent de commander en masse et de prendre en charge des doses de vaccin contre la MHE et les FCO, pour les mettre à disposition des éleveurs sur l'ensemble du territoire »*, réagissait, fin août, la FNSEA dans un communiqué.

> **Trop chers ou en pénurie, les vaccins n'ont la plupart du temps pas pu être utilisés sur le bétail atteint.**

De son côté, le Mouvement de défense des exploitants familiaux (Modef) a dénoncé un accès inégalitaire et injuste aux vaccins : si les vaccins contre le sérotype 3 de la FCO étaient bien remboursés par les pouvoirs publics, il a fallu attendre plusieurs semaines pour que ce soit également le cas de ceux contre le sérotype 8, sévissant pourtant également sévèrement.

Le ministère de l'Agriculture a depuis annoncé prendre le problème à bras-le-corps en promettant la commande de 5,3 millions de doses complémentaires de vaccin contre la FCO, pour un montant de 14 millions d'euros, en complément des 6,4 millions de doses déjà commandées dès le début du mois de juillet.

Tardif et insuffisant, l'engagement ne convainc pas. D'autant que sont apparues d'autres ombres au tableau déjà bien sombre : trois foyers d'influenza aviaire hautement pathogène – ou grippe aviaire – ont désormais été relevés en Bretagne, faisant craindre aux éleveurs le « dépeuplement » des foyers. Comprendre, l'euthanasie de l'ensemble des élevages concernés.

Pour trouver une année avec une pire moisson que cet été, il faut remonter à 1983. *« La récolte française de blé tendre est estimée à 25,17 millions de tonnes, en recul de 27,2 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années (34,58 millions de tonnes). C'est 9,9 millions de tonnes de moins qu'en 2023 ! »* détaille Gautier Le Molgat, directeur d'Argus Media France.

Cette année, contrairement aux précédentes, ce ne sont pas les canicules et la sécheresse qui ont saboté la culture

L'AGENDA

13 septembre Mobilisation à Arcelor Mittal Dunkerque, à midi, à l'appel de la CGT.
19 septembre L'intersyndicale de la protection judiciaire de la jeunesse organise une journée de mobilisation contre le non-renouvellement de plusieurs centaines de contrats.
26 septembre Rassemblement à midi devant le ministère des Transports, à l'appel de la CGT cheminots, contre la libéralisation du rail.
28 septembre Le collectif Avortement en Europe, les femmes décident, regroupant ONG féministes, partis et syndicats, invite à manifester lors de la Journée internationale pour le droit à l'avortement.
1er octobre La CGT, Solidaires et la FSU lancent une journée interprofessionnelle de mobilisation pour les retraites, les salaires, l'égalité femmes-hommes et les services publics.


ent souffert des conditions climatiques, avec une récolte des foins médiocre. IVOR PRICKETT/PANOS PICTURES/RÉA

BIO LA CRISE S'ACCENTUE

Peu épargnée par les aléas climatiques et les épidémies qui secouent actuellement le monde agricole, l'agriculture biologique s'enfonce de plus en plus profondément dans une crise qui semble partie pour durer. *« Il y a un effondrement de la vente en volume des produits bio, avec une baisse de 7,2 % au premier semestre 2022. Pour certains opérateurs, la baisse va jusqu'à 50 % »*, pointe Dominique Chargé, président de la Coopération agricole. En plus de cette chute de la demande, étroitement liée à l'inflation, les prix pratiqués peinent à satisfaire les agriculteurs, qui pointent pour certains le retard dans les versements des aides. *« Le ministre a annoncé que toutes les aides pour l'année 2023 seraient versées au 15 mars, mais je n'ai toujours rien touché. Comme 10 % des exploitants dans mon département de la Vienne »*, déplore Nicolas Fortin, de la Confédération paysanne. En conséquence, les agriculteurs bio sont de plus en plus nombreux à déconvertir leur exploitation, lassés par l'amoncellement de difficultés. Selon l'Agence Bio, en 2023, les surfaces bio ont perdu 54 000 hectares en France.

des céréales, mais les pluies incessantes. *« La pluviométrie entre le 18 octobre 2023 et aujourd'hui atteint 1,5 à 2 fois une pluviométrie annuelle normale, avec une intensité qui a nui à la production. L'enherbement a été plus important et le soleil a manqué à des moments clés des cultures, comme celui de la fécondation »*, explique Dominique Chargé, président de la Coopération agricole, représentant de coopératives agricoles employeuses. *« En élevage aussi, on se retrouve avec des foins qui n'ont aucune valeur parce qu'ils ont été faits bien trop tard »*, précise Nicolas Fortin.

UN SYSTÈME ASSURANTIEL DÉFAILLANT

Pour autant, malgré ces productions historiquement basses, peu d'exploitants pourront espérer se faire indemniser pour leur perte. La faute à un système assurantiel défaillant, estime l'éleveur poitevin. *« Avec ce système où ce sont des structures privées qui gèrent les couvertures, une partie des productions ne sont pas assurables. Il faudrait plutôt un fonds de garantie en partie géré par l'État »*, estime-t-il.

Faute d'un tel système, certaines organisations comme le Modef réclament le déclenchement de la procédure des calamités agricoles par le gouvernement. Ce régime, réformé en 2023, propose aux exploitations ayant subi des pertes d'origine climatique une indemnisation financée par le Fonds national de gestion des risques en agriculture.

Même si le volume de blé français moissonné cette année a été plus faible, son prix n'en a pas explosé pour autant. Si le montant d'un kilo de blé ou d'orge est bel et bien sensible aux fluctuations de la production, les autres pays producteurs pèsent aussi dans la balance. Et, cette année, au Canada ou à l'est de l'Europe, les récoltes sont loin de subir le même sort que dans l'Hexagone.

En Roumanie et en Bulgarie, les excellentes collectes compensent ainsi largement les sinistres en France, pourtant premier producteur et exportateur européen de céréales. *« Ailleurs, les récoltes ont été plutôt bonnes et l'approvisionnement du marché mondial n'est pas menacé »*, analyse ainsi Dominique Chargé.

En conséquence, du fait de l'abondance de céréales en circulation sur les marchés, les cultivateurs français, déjà peinés par une moisson des plus mauvaises, devront, en plus, mettre en vente leurs grains à un prix bas. Tellement bas que celui-ci menace de ne pas être rémunérateur pour les paysans. *« Cela va à coup sûr créer des problèmes de trésorerie dans les exploitations agricoles »*, confirme le président de la Coopération agricole. ■

MARIE TOULGOAT

Annonces légales

Le journal l'Humanité **est officiellement habilité pour l'année 2024, pour la publication des annonces judiciaires et légales dans les départements : 92, 93, 94.**
Arrêté du 21 décembre 2023 relatif à la tarification et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales.
- Pour les constitutions, dissolutions, clôtures, changement de nom patronymique et toutes autres modifications en vie des sociétés : le tarif est au forfait
- Toutes autres modifications ou événements multiples : le tarif est de 0,232 euro H.T. le caractère

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un ASSP en date du 19 août 2024, il a été constitué une SASU ayant les caractéristiques suivantes :
Dénomination :

LJ CONSEILS

Objet social :Conseils de gestion aux entreprises
Siège social : 76, avenue du Bac, 794210 Saint-Maur-Des-fossés
Capital : 100 euros
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS Créteil
Président : M. JAZIRI Lotfi, demeurant 76, avenue du Bac, 94210 Sain-Maur-Des-Fossés
Admission aux assemblées et droits de votes : Ouverte avec identité
Clause d'agrément : Libre

Aux termes d'un ASSP en date du 2 septembre 2024, il a été constitué une SASU à capital variable ayant les caractéristiques suivantes :
Dénomination :

DECITLY SOLUTIONS

Objet social : Conseil en stratégie d'entreprise. Conseil en organisation et management. Conseil en ressources humaines. Conseil en marketing et communication. Conseil en développement commercial. Conseil en gestion financière et administrative. Conseil en transformation digitale. Conseil en gestion de projets. Formation en entreprise. Formation pour les particuliers. Formation en présentiel. Formation à distance ou en ligne. Conception et commercialisation de programmes de formation. Organisation de séminaires et conférences. Coaching individuel ou collectif en développement professionnel et personnel
Siège social : 16 B, rue de l'Union, 94500 Champigny-Sur-Marne
Capital minimum : 500 euros
Capital maximum : 50 000 euros
Capital initial : 500 euros
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS Créteil
Président : M. Ben-Azzouz Anas, demeurant 16 B, rue de l'Union, 94500 Champigny-Sur-Marne
Admission aux assemblées et droits de votes : En tant qu'associé unique de la SASU, le président participe de plein droit aux assemblées sur justification de son identité. Il dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions. Toutes les décisions qui dépassent les pouvoirs du président sont prises par l'associé unique et consignées dans un registre. En cas d'augmentation du capital et d'entrée de nouveaux associés, chaque associé aura le droit de participer aux assemblées et disposera d'un nombre de voix égal au nombre d'actions qu'il détient.
Clause d'agrément : Tant que la société demeure unipersonnelle, toutes les transmissions d'actions s'effectuent librement. En cas de perte du caractère unipersonnel, toute cession d'actions à un tiers à quelque titre que ce soit est soumise à l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote. La demande d'agrément doit être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président de la Société. Elle indique le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de cession, l'identité de l'acquéreur s'il s'agit d'une personne physique et s'il s'agit d'une personne morale les informations suivantes : dénomination, forme, siège social, numéro RCS, identité de dirigeants, montant et répartition du capital. L'agrément est réputé acquis si la Société n'a pas fait connaître sa décision dans le mois de la réception de la demande.



Dans les Pyrénées-Orientales, toutes les exploitations de la vallée ont été touchées par la fièvre catarrhale ovine. ALEXANDRE BRE/HANS LUCAS

« Les paysans n'arrivent plus à se projeter dans l'avenir »

La crise de cet été pose la question d'un changement total de modèle, impliquant l'instauration de prix planchers et des aides plus justes, explique **Frédéric Mazer**, du Modef.

ENTRETIEN

Victimes de catastrophes sur plusieurs fronts en même temps, les exploitants sont au pied d'un mur financier, explique l'éleveur gardois de brebis et coprésident du Mouvement de défense des exploitants familiaux (Modef) Frédéric Mazer. Faute d'une remise à plat du fonctionnement du système agricole, passant par une refonte des aides de la politique agricole commune (PAC), ainsi que par l'instauration de prix planchers imposant aux transformateurs de l'agro-industrie comme aux vendeurs de la grande distribution de tenir compte des coûts de production dans le prix final de vente, de nombreux producteurs auront à vivre une crise catastrophique, prévient-il.

Huit mois après le mouvement social qui a secoué le monde agricole, cet hiver, les paysans semblent à nouveau vivre une période de crise. Pensez-vous que nous soyons à la veille de nouvelles mobilisations ?

C'est très compliqué à dire. Nous sommes en pleine période de récolte. Les paysans sont plus occupés dans les champs et n'ont pas forcément le temps pour l'analyse de la situation. On ne peut donc pas vraiment prédire ce qu'il va se passer, mais on peut faire des constats. Les rendements sont tout petits cette année, que ce soit en viticulture ou en miel. La situation est donc fragile, très fragile.

Quel état d'esprit prédomine parmi les producteurs ?

Les premiers à prendre de plein fouet le changement climatique sont les paysans. On le voit avec les épisodes de catastrophe climatique que l'on vit. Ils sont donc en train de s'apercevoir que l'État n'est pas au rendez-vous pour les aider, alors même que l'agriculture et l'alimentation sont des sujets qui concernent toute la population. Les paysans se sentent acculés. On se retrouve dans une situation où on n'arrive plus à se projeter dans l'avenir. Un viticulteur qui plante une nouvelle vigne, c'est pour du long terme. Il se projette à trente ans. Or, le long terme est impossible à envisager lorsque les politiques réfléchissent à échéance de mandats et d'élections, et quand les banques réfléchissent à échéance de prêts. Les paysans ont besoin d'avoir de la visibilité et seules les aides de la PAC, pourtant parfois versées en retard et inégales, permettent d'en avoir.

Cet hiver, le gouvernement Attal avait annoncé des mesures, notamment concernant des aides de trésorerie ou des assouplissements de réglementation. Ce nouvel épisode de crise signifie-t-il que ces mesures ont été inefficaces ?

Les mesures ont été proclamées haut et fort par le gouvernement, mais elles n'ont pas été appliquées. Il y a eu de la communication mais aucune traduction dans la réalité.

Réclamez-vous donc que les engagements pris il y a quelques mois soient tenus ?

La situation est maintenant trop fragile, on ne peut pas repartir sur les mesures qui datent d'il y a un an. Il faut de nouvelles mesures, surtout sociales. Il faut absolument accompagner les paysans qui n'auront pas d'autre choix que d'arrêter l'agriculture et qui n'auront aucune autre perspective que de se retrouver à la rue. Il faut prendre ces personnes-là en considération et décider de comment les aider, les accompagner. Nous sommes très vigilants sur le sujet, car un paysan, quand il souffre, il ne crie pas, il meurt en silence. Après les récoltes viticoles, notamment, il est possible que de nombreux producteurs se retrouvent au bord de la falaise, quand ils vont se rendre compte que leurs vendanges ont été catastrophiques alors qu'elles ont coûté cher parce qu'il a fallu traiter le mildiou, et que les cuves sont encore pleines du vin de l'année passée qui n'a pas été vendu. En tant que président du Modef du Gard, j'ai appelé le préfet du département à ouvrir une cellule de crise le plus vite possible.



FRÉDÉRIC MAZER
Coprésident du Modef

Que faut-il faire en priorité pour éviter d'en arriver là ?

Il faudrait revoir le mode de distribution de l'argent public, en particulier celui reversé par l'Europe via la PAC. C'est le premier budget européen, son montant apparaît monumental, et pourtant il n'y a que 5 % des paysans qui en profitent. Il faut revoir de fond en comble ce système en supprimant les aides à l'hectare au profit d'aides à l'actif. Cela éviterait que les plus gros exploitants amassent toutes les subventions et cela servirait de bouée de sauvetage aux paysans qui n'arrivent pas à s'en sortir aujourd'hui. Il faut aussi évidemment s'adapter au changement climatique, en revenant à une agriculture des plus petites fermes familiales. Surtout, il faut absolument instaurer des prix planchers garantis par l'État. La victoire de la gauche aux élections législatives nous avait donné énormément d'espoir à ce sujet. Cela demeure un point primordial. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR MARIE TOULGOAT

Venezuela : vers un nouveau président autoproclamé ?

ÉLECTION
Le candidat de l'opposition de droite radicale, Edmundo González Urrutia, a obtenu l'asile politique en Espagne. Ses partisans assurent qu'il prêtera serment en tant que chef de l'État.



Le 8 septembre. Edmundo Gonzalez Urrutia est attendu à Madrid (Espagne). B. SANCHEZ-TRILLO/EPA/MAXPPP

Dénonçant *« des pressions et des menaces »*, Edmundo González Urrutia, candidat de l'opposition qui conteste la réélection du président Nicolás Maduro le 28 juillet, a quitté le Venezuela, samedi 7 septembre, à bord d'un avion militaire espagnol et est arrivé, dimanche, à Madrid, où il a obtenu l'asile politique.

L'ex-diplomate âgé de 75 ans – qui avait accepté de remplacer au pied levé comme candidat María Corina Machado (cheffe de file de la droite ultraradicale et principale opposante au gouvernement bolivarien) – était notamment visé par un mandat d'arrêt, le bureau du procureur général le tenant pour responsable, entre autres, des morts lors des manifestations qui avaient suivi l'annonce des résultats. La vice-présidente Delcy Rodríguez a expliqué que l'opposant s'était vu accorder *« conformément au droit international (…) les sauf-conduits nécessaires dans l'intérêt de la paix et de la tranquillité politiques du pays »*.

LE GOUVERNEMENT A PRIS LES DEVANTS

À peine arrivé à Madrid, González Urrutia a déclaré qu'il continuerait de se battre *« pour la liberté et le rétablissement de la démocratie »* dans son pays, tandis que ses partisans ont qualifié son départ de *« manœuvre stratégique »* dans le cadre de la *« lutte pour chasser Maduro »* du pouvoir. *« Le 10 janvier 2025, le président élu Edmundo González Urrutia prêtera serment en tant que président constitutionnel du Venezuela »*, a assuré de son côté María Corina Machado, la véritable leader de l'opposition.

Le Venezuela se dirige-t-il à nouveau vers un scénario de type Juan Guaido, qui s'était autoproclamé président par intérim avec le soutien d'une partie de la communauté internationale alignée sur les intérêts des États-Unis ? *« Rien n'est moins sûr »*, selon Maurice Lemoine, spécialiste de l'Amérique latine. *« Tout indique qu'il n'est pas question, pour le gouvernement, de permettre un nouveau "cirque" avec un autre "président autoproclamé" »*, explique le journaliste, qui se trouvait à Caracas lors

■■■ des élections de juillet. Alors qu'en 2017, les guarimbas (émeutes organisées par l'extrême droite en parallèle des manifestations pacifiques de l'opposition) avaient provoqué une situation chaotique faisant 145 morts, *« cette fois, le gouvernement a pris les devants, ce qui explique le nombre important d'arrestations qui ont suivi les premières actions violentes fomentées par la droite après l'annonce des résultats du scrutin »*, précise Maurice Lemoine.

Quant à la possibilité de voir Washington intensifier ses sanctions, María Corina Machado a déclaré, jeudi dernier, qu'elle attendait *« beaucoup plus »* de la part des États-Unis. Toutefois, de nombreux experts estiment que la Maison-Blanche ne reprendra pas sa *« stratégie de pression maximale »*, comme l'avait fait Donald Trump lorsqu'il n'avait pas reconnu la première réélection de Maduro (2018). Bien qu'elle ait participé à plonger le pays dans une crise économique et humanitaire aux proportions effroyables, la stratégie des mesures coercitives unilatérales n'était pas parvenue à faire tomber le gouvernement bolivarien.

« LA SITUATION ÉCONOMIQUE EN VOIE D'AMÉLIORATION »

« Contrairement au discours véhiculé par une grande partie de la presse occidentale, le gouvernement de Maduro est loin d'être isolé, explique Maurice Lemoine, *et sa situation économique est même en voie d'amélioration. » « Les États-Unis »*, qui voudraient que la production pétrolière vénézuélienne revienne sur un marché international tendu et qui viennent de renouveler pour six mois la licence d'exploitation, dans le pays sud-américain, de la compagnie pétrolière américaine Chevron, *« ne peuvent pas se permettre de le frapper là où ça fait le plus mal »*, reconnaît le site Bloomberg (5 septembre 2024). Pour le média spécialisé dans l'information économique, l'annulation des licences accordées aux entreprises énergétiques étrangères opérant sur place risquerait d'aggraver la situation économique précaire du pays *« et pourrait contribuer à un exode en pleine année électorale américaine, où la migration est au centre des préoccupations »*. Une situation qui place les velléités de la droite vénézuélienne derrière les considérations économiques de Washington, son plus fidèle soutien – depuis maintenant près d'un quart de siècle – pour tenter de faire dérailler le projet bolivarien. ■

LUIS REYGADA

Olaf Scholz veut l'accélération de négociations de paix

UKRAINE Après avoir prôné, comme l'Otan, l'absence de solution hors la victoire militaire, le chancelier allemand se prononce pour une issue diplomatique au conflit.

Olaf Scholz se prononce en faveur d'une intensification des efforts diplomatiques pour mettre fin à la guerre en Ukraine. Dans une interview accordée dimanche 8 septembre à la chaîne de télévision ZDF, le chancelier a affirmé : *« Je pense qu'il est temps maintenant de discuter de la manière dont nous pouvons sortir de cette situation de guerre et parvenir plus rapidement à la paix. »* Cette position explicite en faveur d'une solution négociée tranche quelque peu avec une ligne dévouée, jusqu'ici, au seul soutien à une victoire militaire de l'Ukraine, qui se laissait confondre avec celle de l'Otan.

Le changement de pied est d'autant plus remarquable que le même chancelier avait annoncé, juste après le début de l'invasion russe de l'Ukraine, un *« changement d'époque »*, augmentant de plus de 100 milliards d'euros ses dépenses militaires. Déjà, à la fin du mois d'août, Berlin, qui est devenu le second fournisseur d'armes à Kiev, avait annoncé sa volonté de diminuer cette aide de moitié en 2025. Même si Scholz reste encore ambigu, puisqu'il a aussi promis au président Zelensky de poursuivre les livraisons *« aussi longtemps que nécessaire »*.

UNE OPINION PUBLIQUE TRÈS ALARMÉE

Les informations préoccupantes venues du terrain, les craintes de nouvelles escalades comme d'enlisement, ne sont pas les seules explications de cette soudaine sollicitude pour la paix. Au plus mal sur le plan intérieur, à un an de l'élection du Bundestag, Scholz cherche à rassurer une opinion publique très alarmée, notamment par ses déclarations à la fin du dernier sommet de l'Otan en juillet, quand il annonça l'autorisation donnée au déploiement de missiles états-uniens de longue portée sur le sol allemand.

Les cinglants votes sanctions enregistrés en Saxe et en Thuringe par le SPD et ses partenaires au gouvernement sont passés par là. L'AfD, arrivée en tête, en a tiré bénéfice. Le parti d'extrême droite se prononce pour un arrêt du conflit, qu'il présente comme le moyen de soigner une économie allemande chancelante, en lui permettant de retrouver un accès au gaz russe bon marché. Sur une ligne plus proche de celle du fort mouvement pacifiste, l'Alliance Sahra Wagenknecht a pu bénéficier aussi de la défiance de l'opinion. À l'intérieur même du SPD, les partisans d'un retour à la politique de détente, telle que mise en œuvre par l'ex-chancelier Willy Brandt, donnent de la voix. Comme l'influent chef du groupe SPD au Bundestag, Rolf Mützenich.

Il n'est pas sûr cependant que la recherche d'une issue pacifique, devenue chère à Scholz, n'achève pas de mettre à mal une coalition gouvernementale tripartite, Verts et libéraux affichant, eux, leur attachement à la ligne ultra-atlantiste initiée en 2022. ■

BRUNO ODENT

À LA FÊTE DE L'HUMANITÉ

Dimanche, à 14 heures, au Village du monde.

« Après trois années de guerre, vers un processus de paix en Ukraine ? »

REGARD SUR LE MONDE, LA CHRONIQUE DE CHARLOTTE RECOQUILLON

JULIEN JAULIN/HANSLUCAS

Une petite Fête de l'Huma américaine

Kathleen, professeure de sociologie urbaine à Los Angeles, vient d'arriver à Chicago pour le Labor Day week-end, qui sonne la rentrée aux États-Unis. Dans le métro, elle croise une jeune femme et soupçonne, grâce à sa coupe de cheveux, qu'elle aussi se rend à la conférence « Socialisme 2024 ». Je ne me risquerai pas à donner plus de précisions sur le look typique des gauchistes américains, mais disons que, comme à la Fête de l'Huma, on reconnaît les camarades de loin ! En effet, la rabbine Alissa Wise participe bien à cette conférence coorganisée par les éditions Haymarket Books et 90 autres organisations de gauche. Elle publie *Solidarity Is the Political Version of Love* (« la solidarité est la version politique de l'amour »), un livre dans lequel elle revient sur le rôle crucial des organisations juives antisionistes dans le mouvement de solidarité avec la Palestine. Un sujet récurrent parmi les 150 panels au programme.

La conférence d'ouverture « All Eyes on Palestine » donne le ton. Une semaine après la tenue de la conférence nationale démocrate ici même à Chicago, de nombreux leaders trouvent un certain réconfort dans cette salle pleine d'alliés. L'activiste palestino-américaine Linda Sarsour a décidé de *« revenir pour (se) laver de l'horrible déshumanisation »* et de la censure imposée. C'est aux activistes palestiniens américains *« qui se lèvent chaque matin pour militer en dépit de leur deuil et de leur trauma »* qu'elle consacre ses premiers mots. Elle rappelle que les habitants de Gaza comptent sur eux, sur les Palestiniens de la diaspora, que ces derniers ont le devoir de s'opposer au génocide et d'honorer le sacrifice de leurs familles exilées. Elle pointe du doigt la complicité américaine. En tant que contribuable, Linda Sarsour est révoltée que ses impôts servent à financer la guerre. Pire, pour la première fois, il semble que sa génération politique dérive vers la droite, effaçant les progrès faits par les générations précédentes sur l'égalité raciale, les droits des femmes, les libertés individuelles… À cette assemblée de 2 000 personnes captivées, elle demande de repartir plus concentrées et déterminées que jamais, de ne pas se laisser berner par le calendrier électoral.

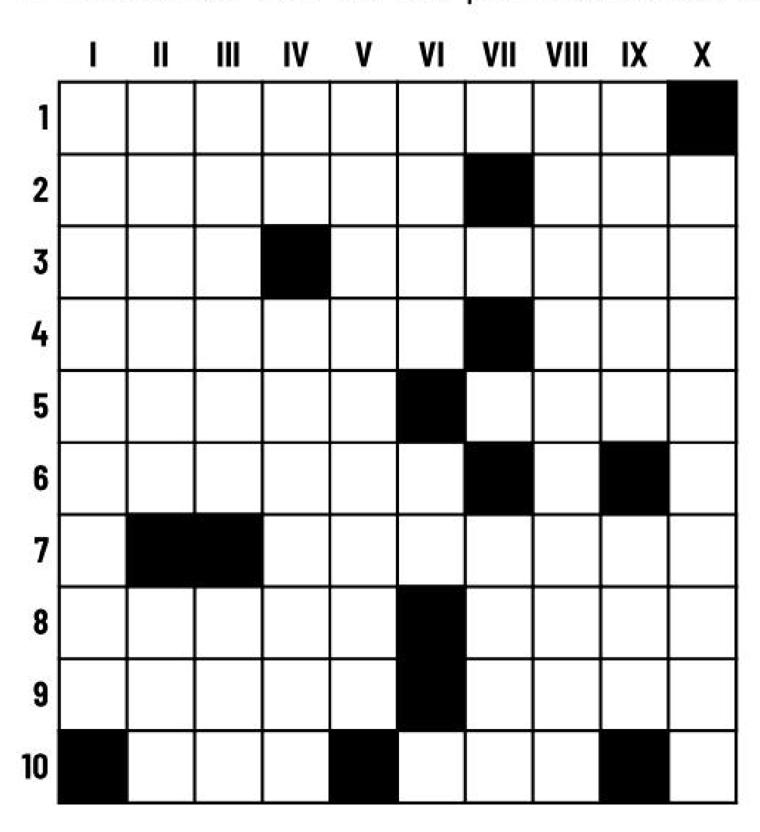
D'autres pistes sont dessinées par Noura Erakat, professeure et avocate spécialiste des droits humains. Selon elle, le génocide a révélé la nature profondément colonialiste des institutions internationales, la complicité de l'administration Biden, mais aussi des universités comme extension de l'appareil d'État. Et elle prévient : *« Nous laisser mourir ne vous garantit pas la sécurité, c'est une erreur de voir les Palestiniens comme des agneaux à sacrifier. Qu'il s'agisse de la liberté de manifester, de la censure, de la surveillance et de la violence policières… le génocide est aussi une question intérieure. »* Ces sujets, vous le devinez, reviendront régulièrement dans cette colonne cette année. C'est un plaisir de vous retrouver, bonne rentrée à nous ! ■

Carnet

Christiane Chasseloup de Châtillon-Chauvette est décédée le 29 août, à l'âge de 82 ans. La Romainvilloise a milité au PCF et à la CGT toute sa vie au sein des laboratoires Roussel-Uclaf. Des premières années de la décennie 1960, avec le mémorable Mai 68, à la longue lutte pour la défense du centre de recherche de Romainville (Seine-Saint-Denis), elle a combattu pour une industrie pharmaceutique au service des populations et pour que les salariés, les usagers aient la parole et décident de leur vie. Elle a participé à l'ouvrage *Notre usine est un roman*, paru en 2008 aux éditions la Découverte. La cérémonie de crémation se déroulera le 10 septembre, à 11 heures, au cimetière du Père-Lachaise à Paris. Les cendres seront ultérieurement dispersées.

L'Humanité présente ses condoléances à sa famille et à ses proches.

MOTS CROISÉS N° 24 024 par Martial Dubois



HORIZONTALEMENT
1. Fabricants de galoches. **2.** Lices. Dupée. **3.** Ridelle de charrette. Ourdir. **4.** Enlèveras. Rappel d'air. **5.** Sein. Boue au fond des eaux calmes. **6.** Sèche ce qui est mouillé. **7.** Pièce destinée à renforcer des assemblages. **8.** Reconduit dans sa fonction. Substance appliquée derrière une glace. **9.** Stylobate. Dans cette commune Henri II fit bâtir un château pour Diane de Poitiers. **10.** Le ciel. Espace occupé par un cours d'eau.

VERTICALEMENT
I. Auteurs de détériorations volontaires. **II.** Angles saillants de deux plans. Espion royal portant souvent un habit de femme. **III.** Faluches. Papier de petit format. **IV.** Quelqu'un. Partie de la cuisse du veau coupée en rond. **V.** Atteint de contractions musculaires. **VI.** Déesse égyptienne. Sur la Bresle. **VII.** Hauban ridé. **VIII.** Un petit bouchon lyonnais. **IX.** Transpirations abondantes. Pouffe. **X.** Habitudes néfastes.

SOLUTION. HORIZONTALEMENT. 1. Sabotiers. **2.** Arènes. Eue. **3.** Ber. Tisser. **4.** Ôteras. Ter. **5.** Téton. Vase. **6.** Essuie. **7.** Équerre. **8.** Réélu. Tain. **9.** Socle. Anet. **10.** Nue. Lit. **VERTICALEMENT. I.** Saboteurs. **II.** Arêtes. Éon. **III.** Bérets. Écu. **IV.** On. Rouelle. **V.** Tétanique. **VI.** Isis. Eu. **VII.** Étai. **VIII.** Restaurant. **IX.** Suées. Rie. **X.** Errements.

l'Humanité

Fondateur Jean Jaurès **Directeur** Fabien Gay
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance. Société nouvelle du journal l'Humanité (SA 99 ans à compter du 1er janvier 1957)
Capital social 3 000 000 euros **Siège social** 5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX
Téléphone 01 49 22 72 72
Service aux abonnés Tél. : 01 55 84 40 30
E-mail : relationlecteur@humanite.fr
Vente en kiosques
Gestion, réglage et promotion : agence Boconseil.
Tél. : 09 67 32 09 34.
E-mail : oborscha@boconseilame.fr
Vente militante 01 49 22 73 47
Publicité Comédiance. Olivier Valentin, président
Tél. : 01 49 22 74 51 (commerciale)
Tél. : 01 49 22 74 53 (annonces classées)
Tél. : 01 49 22 74 89 (annonces légales)
Directoire
Fabien Gay, président du directoire et directeur de la publication ; Maud Vergnol, codirectrice de la rédaction ; Anthony Daguet, secrétaire général et codirecteur de la publication ; Silvère Magnon, directeur des développements
Conseil de surveillance
Jean-Louis Frostin, président
Actionnaires principaux SAS Fonds d'Humanité, Association des lectrices et des lecteurs de l'Humanité
Impression POP (La Courneuve), SMP (Vitrolles), Nancy-Print, CILA (Nantes), MidiPrint (Gallargues)
Numéro ISSN 0242-6870
Dépôt légal Date de parution
Commission paritaire 1124 C 79615
Tirage du vendredi 6 septembre 47 987 exemplaires
Imprimé sur des papiers produits en France, Belgique et Espagne – 60% ou 100 % de fibres recyclées – IFDG.
Eutrophisation PTot : 0,01 kg/tonne.








CAROLINE DOUTRE

AGORA
Porter haut le débat



Cette année encore, le cœur politique de la Fête battra au rythme des grands thèmes de l'actualité. Au programme : jeux Olympiques, union de la gauche, Gaza, lutte contre l'extrême droite…

Loin des antennes télévisées où règnent les têtes à clashs et les experts en bois, où la viralité des punchlines prime sur la pertinence de la parole, la Fête réaffirme son engagement pour que vive un débat politique de haute tenue. L'Agora est de ces lieux qui contribuent à faire de la Fête bien plus qu'un festival, un endroit où s'emplissent les cœurs et les têtes. Glose et bamboche y festoient gaiement. Dans ce lieu incontournable, cœur politique du week-end, les journalistes de *l'Humanité* seront les modérateurs de nombreux plateaux, reflet de ce que nos titres ont pu traiter depuis l'édition précédente et des enjeux à venir.

Pour allumer la flamme du public, l'Agora version 2024 ouvrira ses portes avec un débat sur les jeux Olympiques, avant de brasser des sujets aussi variés qu'essentiels : la lutte contre la pauvreté, la tragédie sourde des morts au travail, le rétablissement de services publics dignes de ce nom, le soutien des Kanak pris dans l'étau colonial, le respect du droit international contre le massacre à Gaza et l'apartheid en Cisjordanie en présence de Dominique de Villepin, le mauvais come-back de Donald Trump alors qu'Angela Davis sera parmi nous pour célébrer les 120 ans du journal… Une Agora qui se réinventera aussi en terre d'asile pour rétablir la liberté d'expression. L'humoriste Guillaume Meurice ainsi que certains de ses camarades qui ont quitté les ondes de Radio France après son licenciement pour une blague sur Benyamin Netanyahou joueront aussi du micro. La soirée s'annonce mordante.

À la suite des universités d'été des partis, enfin, la Fête sera l'événement politique de la rentrée pour la gauche, rassemblée dans sa diversité sous la bannière du Nouveau Front populaire (NFP) et la venue de Lucie Castets. Comment faire vivre le NFP, le pérenniser ? Les dirigeants des quatre grands partis de gauche répondront à cette préoccupation, largement partagée par les militants et les électeurs. La base 217 sera de plus le rendez-vous de la rentrée sociale, notre soirée en partenariat avec *Backseat* accueillant Sophie Binet. Judith Godrèche et Valérie Masson-Delmotte seront aussi de la partie, sur les fronts du féminisme et de l'écologie. Sans oublier le combat contre l'extrême droite. Rendre son ascension résistible, décortiquer les mécanismes, rhétoriques et stratégiques qui accompagnent sa progression, regarder le poison du racisme en face et le faire refluer… autant de débats qui travailleront en profondeur l'Agora, cette année. Celle-ci, encore une fois et plus que jamais, sera antifasciste ou ne sera pas.

CYPRIEN CADDEO

LE PROGRAMME DE L'AGORA

VENDREDI 13 SEPTEMBRE

15 heures « Les JO dans la culture populaire ».
Avec Marie-George Buffet, ancienne ministre, Shirine Boukli, judokate française médaillée aux JO de Paris, Nicolas Kssis-Martov, journaliste, Philippe Sudre, responsable de club sportif (en partenariat avec le musée d'Histoire vivante). Animé par Éric Serres, journaliste de *l'Humanité*.

16 heures « Comment faire cesser la chasse aux pauvres ? »
Avec Valentine Maillochon, porte-parole du Mouvement national des chômeurs et précaires, Benoît Reboul-Salze, responsable d'ATD Quart Monde, et Henriette Steinberg, secrétaire générale du Secours populaire français. Animé par Eugénie Barbezat, journaliste de *l'Humanité*.

16 h 45 « Urgence Gaza, 1re partie : du crime contre l'humanitaire au crime contre l'humanité ».
Avec Didier Fassin, professeur au Collège de France, et Ziad Medoukh, professeur de français palestinien (en direct depuis Gaza). Animé par Pierre Barbancey, grand reporter de *l'Humanité*.

17 h 30 Entretien avec Lucie Castets, candidate à la fonction de première ministre du Nouveau Front populaire. Animé par Sébastien Crépel, codirecteur de la rédaction de *l'Humanité*, et Julia Hamlaoui, cheffe de l'Humatinale.

18 h 30 « Défaire le RN, 1re partie : comprendre pour agir ».
Avec Ludivine Bantigny, historienne, Safia Dahani, sociologue, et Félicien Faury, politiste. Animé par Florent Le Du, journaliste de *l'Humanité*.

19 h 30 Carte blanche à Guillaume Meurice
avec les « bannis » de Radio France.

SAMEDI 14 SEPTEMBRE

10 heures Carte blanche à Alain Ruscio : « La première guerre d'Algérie (1830-1852), une histoire de conquête et de résistance ».
Animée par Latifa Madani, journaliste de *l'Humanité*.

10 h 30 Lancement de l'Observatoire des morts au travail.
Avec Fabienne Bérard, présidente du collectif Familles stop à la mort au travail, Véronique Daubas-Letourneux, sociologue, Pierre Dharréville, élu PCF, Véronique Labatut, responsable de la CGT inspection du travail, Anthony Smith, ancien inspecteur du travail, et Jérôme Vivenza, responsable santé au travail de la CGT. Animé par Cyprien Boganda, chef adjoint du service économie-social de *l'Humanité*.

11 h 30 « Déserts médicaux : faut-il en finir avec la liberté d'installation ? » Avec Hadrien Clouet, député FI, Olivier Corzani, maire PCF de Fleury-Mérogis, Véronique Eoche-Duval, représentante de l'Association des citoyens contre les déserts médicaux (ACCDM), Franck Prouhet, médecin libéral syndicaliste, et Christophe Prudhomme, médecin urgentiste. Animé par Eugénie Barbezat, journaliste de *l'Humanité*.

12 h 15 Fêtons les 120 ans de l'Humanité !
Avec Fabien Gay, directeur de *l'Humanité*, en présence d'Angela Davis, militante africaine-américaine.

13 heures Carte blanche à Angela Davis,
militante africaine-américaine. Animée par Christophe Deroubaix, grand reporter de *l'Humanité*.

14 heures « Les défis du Nouveau Front populaire ».
Avec Manuel Bompard, coordinateur de la FI, Olivier Faure, premier secrétaire du PS, Fabien Roussel, secrétaire national du PCF, et Marine Tondelier, secrétaire nationale des Écologistes. Animé par Aurélien Soucheyre, chef du service politique de *l'Humanité*.

15 h 30 « Contre le coup d'État constitutionnel, la VIe République ? » Avec Cyrielle Chatelain, présidente du groupe écologiste et social à l'Assemblée nationale, Cécile Cukierman, présidente du groupe CRCE-K au Sénat, Benjamin Morel, constitutionnaliste, Mathilde Panot, présidente du groupe FI à l'Assemblée nationale, et Boris Vallaud, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale. Animé par Cyprien Caddeo, chef adjoint du service politique de *l'Humanité*.

17 heures Carte blanche à Judith Godrèche,
actrice et scénariste. Animée par Kareen Janselme, journaliste de l'Humanité, et Michaël Mélinard, chef adjoint du service culture de *l'Humanité*.

17 h 45 « Défaire le RN, 2e partie : comment unir les classes populaires ? »
Avec Raphaël Arnault, député FI, Marie Pochon, députée Les Écologistes, François Ruffin, député Picardie debout !, et Nicolas Sansu, député PCF. Animé par Anthony Cortes, journaliste de *l'Humanité*.

18 h 45 « Urgence Gaza, 2e partie : faire tomber les apartheids ». Avec Hala Abou Hassira, ambassadrice de Palestine en France, et Nkosinathi Emmanuel Mthethwa, ambassadeur d'Afrique du Sud en France. Animé par Pierre Barbancey, grand reporter de *l'Humanité*.

19 h 45 Soirée en partenariat avec *Backseat*.
Avec Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, et Fabien Gay, directeur de *l'Humanité*. Animée par Jean Massiet et les chroniqueurs de *Backseat*, et Rosa Moussaoui, rédactrice en chef de *l'Humanité*, Naïm Sakhi, journaliste de *l'Humanité*.

DIMANCHE 15 SEPTEMBRE

10 heures « Des classes populaires à la classe ouvrière ? »
Avec Joanie Cayouette-Remblière, sociologue, Louise Gaxie, directrice de la Fondation Gabriel-Péri, Frédéric Mellier, conseiller régional PCF de Nouvelle-Aquitaine, et Stéphane Sirot, historien (en partenariat avec la Fondation Gabriel-Péri). Animé par Pierre Chaillan, chef du service débats-idées de *l'Humanité*.

10 h 45 « Comment récupérer les 80 milliards d'euros d'évasion fiscale ? » Avec Vincent Drezet, porte-parole d'Attac, Ophélie Gath, fiscaliste, et Nicolas Sansu, député PCF. Animé par Pierric Marissal, journaliste de *l'Humanité*.

11 h 15 « Front féministe contre front réactionnaire ».
Avec Sarah Durocher, présidente du Planning familial, Anne-Cécile Mailfert, militante féministe, Suzy Rojtman, porte-parole du Collectif national pourles droits des femmes, et Mariam Sissoko, responsable associative (en partenariat avec la Fondation des femmes). Animé par Kareen Janselme, journaliste de *l'Humanité*.

12 h 15 « Présidentielle aux États-Unis : les femmes sauveront-elles les démocrates ? »
Avec Tristan Cabello, historien, Marie-Cécile Naves, responsable de l'Iris, et Charlotte Recoquillon, chercheuse. Animé par Christophe Deroubaix, grand reporter de *l'Humanité*.

13 heures Grand entretien avec Dominique de Villepin
sur les questions internationales. Animé par Sébastien Crépel, codirecteur de la rédaction de *l'Humanité*, Vadim Kamenka, chef du service monde de *l'Humanité*, et Rosa Moussaoui, rédactrice en chef de *l'Humanité*.

14 heures « École privée, école publique : la guerre silencieuse ». Avec Annabelle Allouch, sociologue, Stéphane Bonnéry, directeur de *la Pensée*, Caroline Chevé, responsable de la FSU, Pierre Ouzoulias, sénateur PCF, et Paul Vannier, député FI (en partenariat avec la revue *la Pensée* et la Fondation Gabriel-Péri). Animé par Olivier Chartrain, journaliste de *l'Humanité*.

15 heures « Le programme du NFP est-il applicable ? »
Avec Frédéric Boccara, économiste du PCF, Éric Coquerel, député FI, Karine Lebon, députée GDR, et Éva Sas, députée Les Écologistes. Animé par Cyprien Boganda, chef adjoint du service économie-social de *l'Humanité*.

16 heures « Quelle riposte à la bollorisation des médias ? »
Avec Alexis Lévrier, historien des médias, et Jean-Pierre Canet, journaliste d'investigation. Animé par Tom Demars-Granja et Honorine Letard, journalistes de *l'Humanité*.

16 h 30 « La préoccupation écologique perd-elle du terrain ? »
Avec Jean-Baptiste Comby, sociologue, Léna Lazare, activiste écologiste, Valérie Masson-Delmotte, paléoclimatologue, et Fabienne Rouchy, responsable de la CGT. Animé par Emilio Meslet, grand reporter de *l'Humanité*, et Jessica Stephan, journaliste de *l'Humanité*.

l'Humanité
MARDI 10 SEPTEMBRE 2024.



La pyramide à degrés de Djéser, sur le plateau de Saqqarah. JACQUES SIERPINSKI/AURIMAGES

La force de l'eau pour édifier les pyramides

ARCHÉOLOGIE Une équipe française de chercheurs livre une nouvelle théorie sur la construction de la pyramide de Djéser, à Saqqarah, au sud du Caire. Un système hydraulique aurait permis de bâtir ce monument en pierre de taille.

C'est une découverte décoiffante et déjà controversée. Une équipe multidisciplinaire française suggère que la plus ancienne pyramide monumentale d'Égypte, celle de Djéser, située sur le plateau de Saqqarah, aurait été construite grâce à un système hydraulique sophistiqué, comprenant notamment un monte-charge permettant d'élever les blocs de pierre à la verticale ! Telle est l'hypothèse audacieuse

soutenue par des archéologues, des hydrologues, des géologues, des paléoclimatologues et des mathématiciens de l'institut de recherche Paleotechnic en collaboration avec l'Institut national de la recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae) et l'université d'Orléans. Leur étude est publiée dans la revue scientifique *Plos One*.

Construite il y a environ 4700 ans, la pyramide à degrés de Djéser est considérée comme la plus ancienne des sept pyramides monumentales égyptiennes. Elle s'élève en six strates et culmine à 60 mètres de haut sur le complexe funéraire du pharaon Djéser, ou Djoser, le premier roi de la IIIe dynastie égyptienne (2670-2650 avant J.-C.), dont elle abriterait le sarcophage.

Son édification, étalée sur une vingtaine d'années, a nécessité l'emploi de millions de blocs de pierre taillée de 300 kg chacun et la création d'un complexe souterrain comptant plus de 7 km de galeries. Sa conception novatrice est due au célèbre architecte et vizir du roi, Imhotep, qui fit bâtir un tombeau mastaba en pierre, une structure plate aux côtés inclinés, puis en fit empiler une série sur six niveaux. L'objectif étant que ce monument soit durable. Pari réussi, puisqu'il est toujours debout aujourd'hui.

Selon la nouvelle étude, les Égyptiens de l'Ancien Empire auraient utilisé un système hydraulique complet et moderne pour construire la pyramide. « *Ce travail ouvre une nouvelle ligne de recherche pour la communauté scientifique : celle de l'usage de la force hydraulique pour l'édification des pyramides. Il questionne aussi sur le niveau de connaissances techniques atteint par les architectes de ces ouvrages qui semble dépasser les capacités attribuées jusqu'alors* », explique Xavier Landreau, président de Paleotechnic, chercheur au Commissariat à l'énergie atomique et auteur principal de l'étude.

UN BARRAGE, TROIS BASSINS, UN MONTE-CHARGE

Durant quatre années, les chercheurs ont dressé des cartographies, des tomographies, des visualisations en 3D du plateau de Saqqarah pour aboutir à la découverte d'un système hydraulique unifié composé d'un barrage, d'une installation de traitement de l'eau et d'un monte-charge. L'une des structures du plateau de Saqqarah, épaisse de 15 m et longue de près de 2 km, appelée Gisr el-Mudir et dont la fonction demeurait inexpliquée, serait un barrage de retenue destiné à piéger les sédiments et l'eau. En contrebas de ce barrage se serait trouvé un lac éphémère relié à une gigantesque « douve sèche » entourant le complexe. Dans la section sud de la douve se situait une excavation monumentale, longue de 400 m et profonde de 27 m, taillée dans la roche, pour améliorer la qualité de l'eau et réguler son débit, comprenant trois bassins de sédimentation, de rétention et de purification de l'eau. À travers ce réseau hydraulique, l'eau débarrassée de ses sédiments aurait été guidée jusqu'au puits central, enfoui à 28 m de profondeur sous la pyramide. Et c'est la découverte principale : l'architecture interne de la pyramide serait compatible avec des mécanismes d'ouverture et de fermeture hydraulique, jouant le rôle de vannes de remplissage et de vidange, ce qui aurait permis à un flotteur de soulever les blocs de pierre.

UN NOUVEAU CHANTIER POUR LA RECHERCHE

Cette recherche est tellement surprenante qu'elle suscite la controverse et même le scepticisme chez bon nombre d'égyptologues qui considèrent que les lourds blocs de pierre étaient élevés grâce à la traction humaine et à l'aide d'une série de rampes inclinées. Pour Xavier Landreau, « *la controverse n'est pas surprenante, car il ne s'agit pas d'une étude égyptologique, mais d'une étude hydrologique, hydraulique, géotechnique ou encore paléoclimatique, appliquée à un site égyptien. Notre travail fournit un regard nouveau sur ce site multimillénaire, en montrant que ce dernier disposait d'une ressource en eau abondante pendant l'Ancien Empire, et que celle-ci était maîtrisée par les Égyptiens. Ces points nous obligent donc à repenser le site en y intégrant cette dimension hydraulique, ce qui suscite le débat au sein de communautés qui faisaient jusqu'à présent autorité* ».

> « Il ne s'agit pas d'une étude égyptologique, mais d'une étude hydrologique, hydraulique, géotechnique ou encore paléoclimatique. »
> XAVIER LANDREAU, PRÉSIDENT DE PALEOTECHNIC ET AUTEUR PRINCIPAL DE L'ÉTUDE

Désormais, l'étude ouvre un nouveau chantier pour la recherche, y compris pour Xavier Landreau qui va maintenant poursuivre ses travaux pour savoir si « *les innovations hydrauliques de Saqqarah ont pu se développer dans les pyramides de Meïdoum, de Dahchour ou encore de Gizeh dont la construction reste un mystère aujourd'hui. Nous allons à présent nous intéresser à ces sites* ». La boîte à mystères égyptienne ne cesse de livrer des surprises. Et dire que personne ne sait finalement où repose la dépouille du pharaon Djéser, le premier concerné par cette pyramide…

ANNA MUSSO

Premier succès de Juice dans son périple

ASTROPHYSIQUE Médaille d'or pour la sonde spatiale, qui a réussi une double assistance gravitationnelle sur sa route vers Jupiter.

La sonde spatiale Juice (Jupiter Icy Moons Explorer) de l'Agence spatiale européenne, lancée en avril 2023 par la fusée Ariane 5 a réussi, les 19 et 20 août, une première mondiale en survolant la Lune à 750 km et la Terre à 6 800 km d'altitude, afin de se propulser vers Vénus, qu'elle atteindra l'an prochain. La sonde a profité de la double assistance gravitationnelle de notre planète et de notre satellite, c'est-à-dire de l'attraction naturelle de ces corps célestes, pour réduire sa vitesse et modifier sa trajectoire, effectuant un virage à 100 degrés. Autre avantage, elle a pu économiser plus de 100 kg de carburant.

LES CONDITIONS D'ÉMERGENCE DE LA VIE

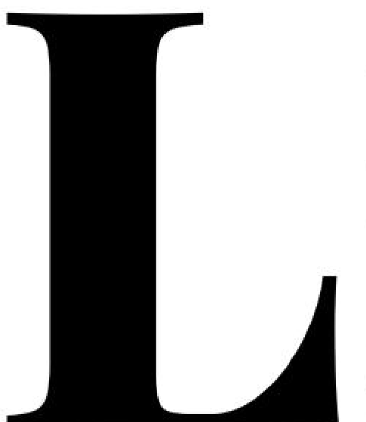
C'est une étape décisive dans le très long voyage interplanétaire de Juice en direction de Jupiter, située à 800 millions de kilomètres de la Terre. Au total, la sonde parcourra près de 2 milliards de kilomètres en une douzaine d'années. Après Vénus, Juice aura trois autres rendez-vous « accélérateurs », à nouveau avec Vénus et avec la Terre, avant d'atteindre Jupiter en juillet 2031. Juice est partie explorer les trois lunes glacées de Jupiter, Ganymède, Europe et Callisto, où la présence d'eau liquide est possible, et qui sont donc susceptibles d'accueillir des formes de vie extraterrestre. Sa mission est d'étudier les conditions d'émergence de la vie, la formation des planètes et le fonctionnement de notre Système solaire. L'étape à proprement parler scientifique de Juice dans le système jovien durera quatre ans, pour s'achever fin 2035.

A. M.

« Faisons entendre des récits différents »

BANDE DESSINÉE À l'occasion de la sortie de leurs albums, les journalistes dessinateurs américains **Joe Sacco** et **Edel Rodriguez** croisent leur regard sur les enjeux de la campagne américaine, la menace de Trump et les conséquences de la guerre à Gaza.

***Worm. Une odyssée américano-cubaine*, d'Edel Rodriguez, traduit de l'anglais par Sidonie Van den Dries, Bayard Graphic, 296 pages, 28 euros**



Le premier, Joe Sacco, est une légende du journalisme en BD. Ses grands reportages l'ont conduit en Palestine et en ex-Yougoslavie ou plus récemment au Canada et en Inde. L'autre, Edel Rodriguez, un ancien directeur artistique du *Times*, s'est fait connaître pour avoir signé depuis 2016 des couvertures sur Trump qui ont fait le tour du monde. Quand la campagne américaine cristallise les enjeux, chacun fait entendre sa voix en BD. Avec *Guerre à Gaza*, Joe Sacco dénonce la politique génocidaire de Biden en soutien à Israël dans un pamphlet au vitriol. Edel Rodriguez, quant à lui, signe un premier roman graphique *Worm*, où il témoigne de son enfance à Cuba et de son exil, mais aussi de la menace que représentent les partisans de Trump pour la démocratie. Une conversation à bâtons rompus sur la liberté d'expression, l'indépendance des journalistes et le pouvoir des médias.



PHILIPPE HUGUEN/AFP



DROITS RÉSERVÉS

Les dessinateurs Joe Sacco (en haut) et Edel Rodriguez.



Joe Sacco, *Guerre à Gaza*, est une réaction à chaud, une forme coup de poing différente de vos précédents documentaires.

Joe Sacco C'est une réaction viscérale. Depuis le 7 octobre, j'ai été paralysé par l'échelle de la violence. Mais je me suis senti obligé de faire entendre ma voix, parce qu'un ami à Gaza m'a demandé de le faire. Je ne pouvais pas me rendre sur place, puisque aucun journaliste n'y est autorisé, et je ne pouvais pas attendre face à la gravité des faits. C'est inédit pour moi, j'aime prendre de la distance et, en tant que lecteur, je n'aime pas me faire aboyer dessus. J'ai essayé d'atténuer le ton polémique par l'humour et la satire pour exprimer ma colère, dénoncer l'implication et la responsabilité des États-Unis.

Edel Rodriguez, comment avez-vous pensé le parallèle entre la menace que Trump représente pour la démocratie et l'expérience de votre enfance à Cuba ?

Edel Rodriguez Nombreux sont ceux qui ne comprenaient pas. J'ai eu l'idée de ce livre il y a une dizaine d'années, car je voulais témoigner du quotidien à Cuba, tout ce qu'on ne dit pas quand on aborde l'embargo américain ou la vision romantique de la révolution. Avec l'arrivée de Trump, j'ai eu un sentiment de déjà-vu. Mon livre a pris un tout autre sens. C'est mon expérience du régime castriste qui m'a poussé à faire les caricatures de Trump. Le lien est devenu évident lors de l'assaut du Capitole. Comme un avertissement, une boucle historique se dessinait qui donnait au livre un sens plus profond et plus complexe.

Quant à vous, Joe Sacco, votre cible, c'est Joe Biden…

Joe Sacco Donald Trump est un mégalomane qui incarne la droitisation ultime vers laquelle l'Amérique tend depuis Reagan. Avec Bush et Bush junior, on se disait déjà que ça

ne pourrait pas être pire. J'attaque Joe Biden parce qu'il est aussi responsable que Benyamin Netanyahou du génocide en cours. Des dizaines de milliers de morts, Gaza est anéantie et ce n'est pas fini. Je refuse de participer à ça en payant mes impôts. En soutenant Israël, tout l'Occident est en chute libre. C'est une faillite morale.

Edel Rodriguez, qu'implique de représenter Trump en nazi ou en terroriste décapitant la statue de la liberté ?

Edel Rodriguez En tant que réfugié cubain, les États-Unis ont toujours représenté pour moi le pays de la liberté d'expression. Avec Trump, j'ai peur que ça change. Mais il n'est qu'un symbole, je le réduis à un code visuel. Ce qui m'inquiète, c'est le mouvement d'opinion, les 45 % d'électeurs américains qui partagent ses positions extrémistes et racistes. Ce ne sont plus seulement des conservateurs avec qui on peut discuter. J'ose comparer les partisans de Trump à des SS parce qu'ils menacent très concrètement ma vie. Lors de la tentative d'attentat contre Trump, j'ai eu peur pour mes proches. Cette intimidation, ma famille l'a vécue à Cuba. Je refuse de vivre sous un régime de la peur.

Joe Sacco, ressentez-vous également des pressions ?

Joe Sacco Je ne suis pas sur les réseaux sociaux et j'ai choisi de publier *Guerre à Gaza* en épisodes sur le forum du *Comics Journal*. Cette diffusion plus limitée garantit mon indépendance. Elle n'empêche pas certains de protester. Des médias généralistes m'avaient contacté. L'audience aurait été plus importante, mais j'aurais dû infléchir mon discours. Désormais, le reportage est publié en brochure. Il continue à se diffuser progressivement. L'enjeu pour moi, c'est d'arriver à faire entendre un récit différent de celui porté par l'administration américaine et repris par les médias mainstream, qui légitime le génocide par « l'autodéfense » d'Israël en réponse au 7 octobre. Je ne crois pas en l'objectivité journalistique. Pour permettre une véritable compréhension des faits, il est nécessaire de multiplier les points de vue honnêtes.

Edel Rodriguez, avant qu'elles soient reprises dans le *Times*, vous avez choisi de publier vos caricatures sur les réseaux. Était-ce une garantie de votre indépendance ?

Edel Rodriguez Je travaillais pour le *Times* et je leur avais proposé mes caricatures parce que je m'opposais à présenter Trump en candidat respectable. Ils ont d'abord refusé, puis ils ont changé d'avis. Ils venaient d'embaucher une femme à la direction. Elle était très en colère contre les dérapages misogynes de Trump. C'est elle qui a publié la première une et je ne pense pas qu'un homme l'aurait fait.

Joe Sacco, pensez-vous que la liberté d'expression soit menacée aux États-Unis ?

Joe Sacco Contrairement à Edel, je n'ai pas grandi dans un pays sous surveillance. Je suis né à Malte, j'ai été élevé en Australie, et même si je n'ai pas de passeport américain, je me considère comme un Occidental, et c'est de ce point de vue que je critique l'Amérique. Les valeurs démocratiques s'érodent, et ça m'inquiète. Dans les universités, les étudiants qui manifestent contre le génocide à Gaza ne finiront pas en prison, mais ils sont menacés de ne pas trouver de travail. Ailleurs, les conséquences pourraient être bien pires, et j'essaie de m'en souvenir. Face à l'augmentation des risques, il faut être courageux. À quoi sert la liberté d'expression si vous n'en faites pas usage ?

> « Un journaliste doit remettre les choses en perspective, prendre le temps de l'analyse. »
> EDEL RODRIGUEZ

Edel Rodriguez, dans les médias, vous critiquez « l'égalité de traitement » qui donne du crédit à la parole de Trump. N'est-ce pas le jeu de la démocratie ?

Edel Rodriguez En mettant au même niveau des événements différents, les médias jouent un rôle pervers. La colère qui s'exprime à Minneapolis contre la politique menée dans le pays n'est pas comparable à l'assaut du Congrès qui est une attaque contre le pays. Un journaliste doit remettre les choses en perspective, prendre le temps de l'analyse, mettre sur pause et non pas relayer dans le flux un tissu de mensonges.

Joe Sacco, en proposant de requalifier l'action d'Israël *« d'autodéfense génocidaire »*, vous pointez l'instrumentalisation politique de la violence.

Joe Sacco L'enjeu est tel que je ne sais plus s'il faut parler de démocratie ou de « régime électoral ». L'exploitation de la violence avant les élections est une manière de diviser l'opinion pour s'assurer que les gens ne voient pas leur intérêt commun. À Gaza, c'est la même chose ; les intérêts dans ce conflit pour le Hamas et Netanyahou ne sont pas ceux des Palestiniens ni des Israéliens.

Qu'espérez-vous de l'investiture démocrate de Kamala Harris ?

Edel Rodriguez Avant qu'elle n'arrive, le camp démocrate avait surnommé Biden « Genocide Joe » et la défaite s'annonçait sévère. Elle a réveillé une vague d'enthousiasme portée par les jeunes, les minorités et les femmes qui n'ont pas digéré les atteintes aux droits à l'avortement. Je la soutiens, parce qu'elle incarne une Amérique du métissage. Rien n'est joué, les partisans de Trump sont très mobilisés et organisés.

Joe Sacco Kamala Harris est plus encline à admettre que les Palestiniens souffrent, mais elle a clairement dit qu'elle continuera à armer Israël. Rien ne va changer pour Gaza. Il existe des grandes différences entre démocrates et républicains pour ce qui concerne les droits humains et sociaux. Restent des intérêts financiers, les industries qui financent les candidats. Une voix différente comme celle de Jill Stein qui remet en question ce système est d'emblée écartée. C'est de pire en pire.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR LUCIE SERVIN

G comme Gaza, G comme génocide

Joe Sacco ne pouvait rester silencieux. Depuis plus de trente ans, il n'a eu de cesse d'informer sur le conflit israélo-palestinien. Aujourd'hui, il crie sa colère dans un nouvel album.

***Guerre à Gaza*, de Joe Sacco, traduit de l'anglais par Sidonie Van den Dries, Futuropolis, 32 pages, 6,90 euros**

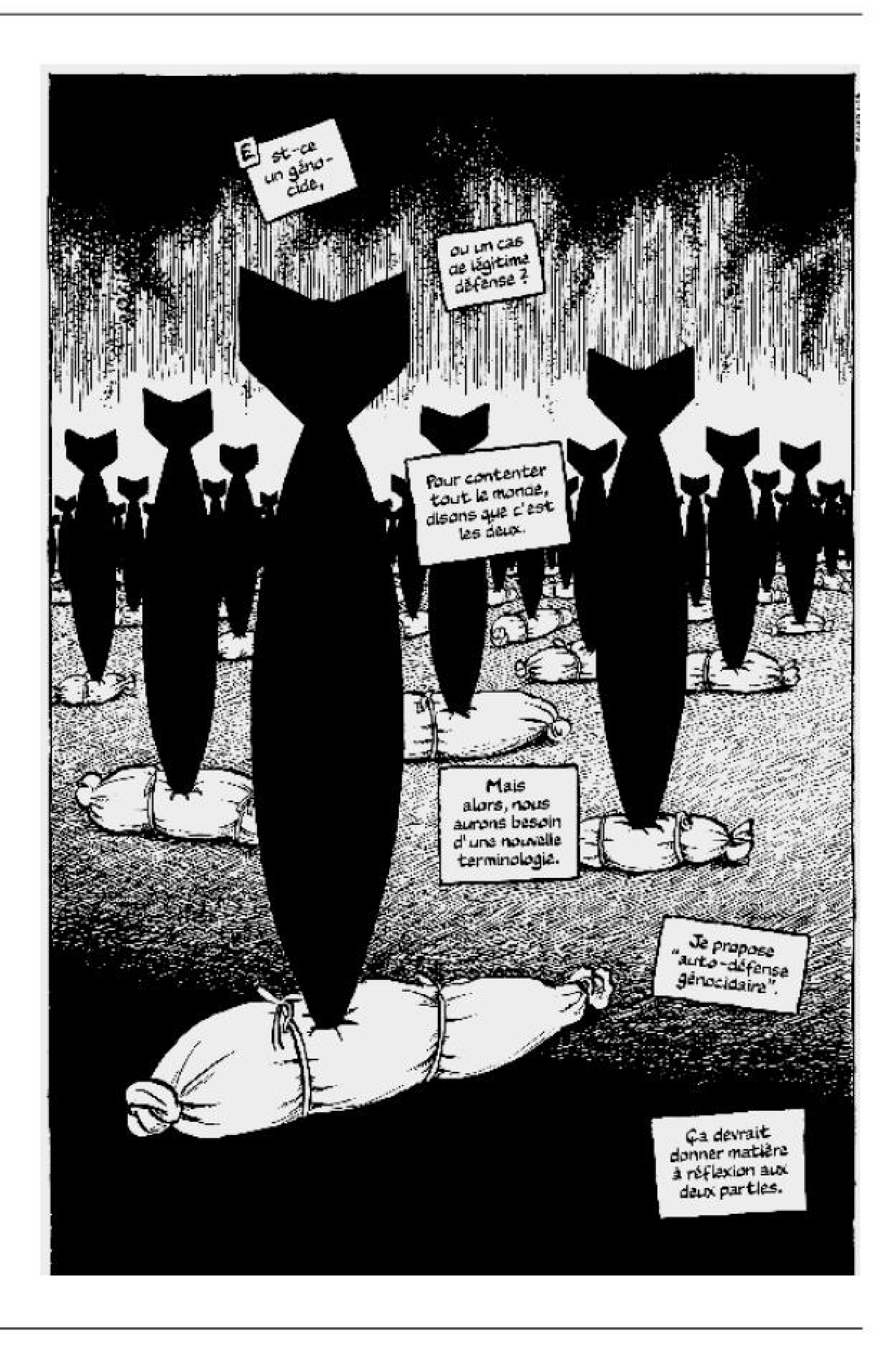
« Meltdown » : « effondrement ». Ainsi était titré le *Times Magazine*, le 22 août 2016, quand Edel Rodriguez publiait à la une sa première caricature de Trump, réduit à une bouche qui éructe : le visage dégoulinant d'une démocratie liquéfiée. Meltdown, c'est aussi ce que dénonce Joe Sacco en signant ce pamphlet contre la guerre à Gaza et le soutien des États-Unis à la riposte israélienne, qu'il requalifie d'*« autodéfense génocidaire »* : une manière de condamner l'horreur du massacre du Hamas du 7 octobre et le génocide en cours. Joe Sacco connaît très bien les territoires palestiniens pour y avoir réalisé de nombreux reportages, à commencer par les premiers de sa carrière, réunis dans le recueil *Palestine* (1993), qui par leur rigueur, leur sérieux et leur souci du détail élevaient le journalisme en BD à une forme des plus exigeantes du grand reportage.

Avec *Gaza 1956*, en 2010, il donnait à comprendre la profondeur historique du conflit dans une enquête documentaire modèle de près de 400 pages sur le massacre oublié de Khan Younis, repéré dans une note de bas de page d'un rapport de l'ONU.

UNE RESPONSABILITÉ MORALE

Le journaliste, se méfiant de la prétendue objectivité, a toujours revendiqué une démarche sincère dans la reconstitution des faits et la collecte de témoignages. D'une tragédie à l'autre, devant l'impossibilité de se rendre actuellement à Gaza, il a choisi cette fois de réagir à chaud, soutenu par son éditeur, Gary Groth de chez Fantagraphics, en publiant une série de chroniques sur le forum du *Comics Journal* : douze épisodes en tout, postés entre le 26 janvier et le 18 juin. Réuni en brochure, l'ensemble fait entendre sa colère, raconte le cauchemar d'un contribuable américain qui refuse que ses impôts servent au financement des armes livrées par les États-Unis à Israël. Mais cette indignation pointe surtout la responsabilité morale. C'est le G de Gaza et de génocide, la lettre écarlate tracée sur le front de Joe Biden qui désigne la complicité et la faillite des démocraties occidentales. *« L'Occident est venu mourir à Gaza »*, écrit-il en accusant l'instrumentalisation de la violence par les politiques de la haine. Dante ressuscité pourrait bien chanter un dixième cercle de l'enfer, pourvu que cet appel à la justice soit entendu au nom de valeurs humanistes étendues à tous les peuples.

L. S.





L'artiste (ici en tee-shirt jaune) avait l'oreille pour les meilleures boucles musicales. DR-MIXMAG

DJ Mehdi, un mélomane visionnaire hors norme

PLATEFORME Thibaut de Longeville revient, dans une série documentaire, sur le parcours de son ami, enfant du rap et ambassadeur de la musique électronique, mort en 2011.

***DJ Mehdi : made In France*, Arte.tv.**

MC Solaar l'a décrit comme un *« perfectionniste dans le freestyle »*. DJ Mehdi, jeune banlieusard d'origine tunisienne, est l'un des ambassadeurs de la french touch – musique électronique créée à partir de samples – aux côtés de Cassius, Daft Punk, ou encore Justice. Avec son oreille extraordinaire, il déniche dans une très grande variété de vinyles les meilleures boucles musicales. Avant de rejoindre le mouvement électro et d'en devenir un des pionniers, DJ Mehdi a épousé le rap pour le réinventer. Il commence seul dans sa chambre d'ado avec un sampler qu'il a bricolé lui-même : Mehdi Favéris-Essadi, de son vrai nom, est un mélomane autodidacte.

Il n'a que 13 ans lorsqu'il rencontre le rappeur Kery James. Ensemble, ils se font un nom, notamment avec leur groupe Idéal J, formé en 1992. Mais à ce moment-là, la culture hip-hop est encore vue d'un mauvais œil : *« On ne disait pas du bien du rap, c'était la musique de rue et elle était associée à de la violence »*, raconte la mère de Mehdi dans cette série hommage en six épisodes. Les radios refusent de diffuser leurs morceaux et leur producteur veut les transformer en produits commerciaux. Pour DJ Mehdi, ces concessions sont impossibles. Il n'oublie pas d'où il vient. Dans des images d'archives, il raconte appartenir à la première famille noire de Gennevilliers, en banlieue ouest de Paris : *« Ils sont arrivés en 1964 de Tunis. Les services sociaux ne savaient pas comment faire, alors ils ont débaptisé mes proches pour leur donner des noms français. »* Quelques années plus tard, il devient l'un des piliers du groupe Mafia K'1 Fry et collabore avec les plus grands noms – Diam's, MC Solaar, Rim'k, Akhenaton… –, dont certains témoignent aujourd'hui.

SANS FRONTIÈRES

Il a été le premier artiste français à avoir fait ce grand écart entre le rap et l'électro. Deux univers que tout semblait opposer, engagés dans une guerre froide qui ne disait pas son nom. Alors que le rap est encore à ce moment-là associé à une musique de quartier, le mouvement électro, très visuel, représente en partie la communauté queer issue de milieux favorisés. Mais pour Mehdi, ces frontières n'existent pas quand il s'agit de créer. Et c'est en ce sens qu'il a composé, en collaboration avec le duo Cassius, pour MC Solaar. Le manager des Daft Punk, Pedro Winter, devient ensuite le sien et lui ouvre les portes de l'élitiste milieu house. Il témoigne pour la série et s'amuse à qualifier DJ Mehdi *« de bug de l'an 2000 »*.

Le nom de DJ Mehdi, décédé en 2011 à la suite d'une chute, continue de résonner avec respect et unanimité, dans le milieu du hip-hop autant que dans le mouvement électro, deux cultures aujourd'hui connectées grâce à lui. Riche en archives et brillamment réalisée, *DJ Mehdi : made in France* a d'ailleurs été lauréate de la meilleure série documentaire de Cannes Series 2024. Un très bel hommage à ce mélomane sans limite, qui a osé casser les codes sociétaux pour servir son art.

Son nom continue de résonner avec respect et unanimité, dans la culture hip-hop autant que dans le mouvement électro.

HONORINE LETARD



Sahara occidental: pourquoi Macron soutient Rabat? (1/2)

Dans une lettre adressée le 30 juillet au roi Mohammed VI, le président de la République s'est rallié au plan d'autonomie du royaume concernant la souveraineté marocaine. Que signifie ce changement de cap ?

Emmanuel Macron ne rompt pas avec l'histoire coloniale de la France. Il sert ainsi les intérêts marchands des milieux d'affaires.



MICHELE DECASTER
Secrétaire générale de l'Afaspa

Avec la lettre qu'Emmanuel Macron a adressée à « son ami le roi » à l'occasion de la Fête du trône, le président français, qui semble gouverner comme on navigue à vue, tente de contrecarrer la perte d'influence de la France en Afrique tout en espérant récupérer une partie de l'électorat d'origine marocaine qui a contribué à le sanctionner. Les milieux d'affaires sont à la fête avec les contreparties attendues sur le marché marocain et les perspectives du sous-sol sahraoui aux richesses minières en grande partie inexploitées. Le choix du président français exprimé officiellement aide Mohammed VI dans sa quête de soutiens à l'occupation illégale du pays voisin, dont le royaume tire profit des richesses du sol, du sous-sol et de l'océan depuis le cessez-le-feu de 1991. Le roi n'a jamais douté de la France, qui lui apporte son appui au Conseil de sécurité de l'ONU à chaque renouvellement du mandat de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso), en veillant scrupuleusement depuis trente-trois ans à ce que les droits de l'homme ne soient pas inclus dans ses missions. Les mots du président français sont savamment pesés, il ne parle pas de *« marocanité du Sahara occidental »*, mais il considère que le présent et l'avenir du Sahara occidental s'inscrivent dans le cadre de la souveraineté marocaine. « *Pour la France, l'autonomie sous souveraineté marocaine est le cadre dans lequel cette question doit être résolue. Notre soutien au plan d'autonomie proposé par le Maroc en 2007 est clair et constant.* » Il ignore que le Front Polisario a donné son accord pour que l'autonomie sous souveraineté marocaine figure aussi dans les questions soumises au référendum d'autodétermination. N'oublions pas que notre pays a aussi combattu militairement le peuple sahraoui. En 1912, en détruisant la ville de Smara et sa bibliothèque, riche de 5000 documents, en 1958 avec l'opération « Écouvillon » au côté de l'Espagne de Franco et en 1977 et 1978 avec l'opération « Lamantin » qui bombarde l'Armée populaire de libération sahraouie. Des conseillers militaires français ont contribué en 1986 à la construction du mur de défense marocain de 2700 km, truffé de mines, qui balafre le Sahara occidental du Nord au Sud.

La partie occupée du Sahara occidental a été accessible aux journalistes, avocats et observateurs internationaux de 2001 à 2013. Depuis janvier 2014, nous sommes 296, venus de 21 pays et de 4 continents, à avoir été expulsés par les autorités marocaines.

La politique française est fortement marquée par un passé colonial de près de deux cents ans. Empreint de cette idéologie colonialiste, Macron réfute au peuple kanak le droit à l'autodétermination libre et sans contrainte. Décidément, les valeurs universelles ne semblent pas être applicables à tous les peuples. Il est temps qu'au XXIe siècle le colonialisme soit aboli de même que sa variante néocoloniale. ■

> N'oublions pas que notre pays a aussi combattu militairement le peuple sahraoui.



À LIRE

Irréductibles Sahraouies, femmes et hommes en résistance, de Michèle Decaster, Comptoir des lettres, 2017.

Histoire de l'Algérie contemporaine. De la régence d'Alger au hirak (XIXe-XXIe siècles), de Pierre Vermeren, Nouveau Monde, 2022.

Le Maroc en 100 questions. Un royaume de paradoxes, de Pierre Vermeren, Tallandier, 2020.

En actant « la souveraineté marocaine », le chef de l'État français a franchi un seuil célébré au Maroc et dénoncé par l'Algérie.



PIERRE VERMEREN
Professeur d'histoire des sociétés arabes et berbères contemporaines à Paris-I Panthéon-Sorbonne

La position de la France sur le conflit du Sahara occidental (datant de 1975) a-t-elle changé ce 30 juillet 2024, quand le président Macron a adressé une lettre pour le 25e anniversaire du règne de Mohammed VI déclarant que *« le présent et l'avenir du Sahara occidental s'inscrivent dans le cadre de la souveraineté marocaine »*, et que la France soutiendrait cette position dans le cadre des négociations internationales ? Oui et non.

Non, parce que la République française a toujours soutenu le Maroc dans le conflit qui l'oppose à l'Algérie, via le Front Polisario interposé (qui est hébergé et armé par Alger), au sujet de l'ancien Sahara espagnol. Ce double conflit de décolonisation et de guerre froide a fait jouer les deux alliances de cette époque : les grandes puissances occidentales – France, Israël, États-Unis – soutenaient le Maroc, qui occupe 80 % du territoire sahraoui depuis le milieu des années 1980 ; tandis que le Polisario et la RASD (République arabe sahraouie démocratique, née en 1976) étaient soutenus par Alger, par les pays socialistes et par de nombreux pays non alignés, contraignant le roi Hassan II à quitter l'Organisation de l'unité africaine (le Maroc est revenu dans l'Union africaine en 2017).

Oui, parce que la France n'avait jamais évoqué la « souveraineté marocaine ». Seul Jacques Chirac avait, en 2003, parlé des *« provinces (marocaines) du Sud »*, mais ce terme n'avait pas été repris par le Quai d'Orsay. La diplomatie française s'en tenait dans ce conflit au droit international : or, depuis 1991, l'ONU, par sa mission au Sahara (Minurso), est en charge du règlement du conflit. Elle est mandatée depuis trente-trois ans pour organiser un référendum d'autodétermination. Mais les deux parties ne se sont jamais entendues sur le corps électoral requis. En actant la « souveraineté marocaine », le président Macron a franchi un seuil immédiatement célébré à Rabat, et sanctionné par Alger qui a derechef rappelé son ambassadeur à Paris.

Mais une seconde rupture s'est ajoutée : depuis l'élection de François Hollande en 2012, la France a tenté de se rapprocher d'Alger, espérant même un traité de réconciliation sur le modèle du traité de l'Élysée de 1963. Le président Macron est allé très loin dans cette démarche en faveur d'Alger, brisant au passage les bonnes relations de la France avec Rabat. Depuis 2014, une crise sans précédent avait jeté à bas la coopération franco-marocaine. Or, Alger n'a pas saisi la main tendue par Paris, privilégiant même des alliances (Syrie, Russie, Iran, Chine) qui ont indisposé la France. Tel est le constat fait par le président Macron. Or, les États-Unis ayant reconnu la souveraineté marocaine au Sahara en 2021, le Maroc était devenu intraitable avec Paris. La libération par Rabat de quatre prisonniers politiques pour la Fête du trône de 2024, dont l'historien franco-marocain Maâti Monjib, a certainement facilité le retour en grâce du Maroc à Paris. ■

> Depuis l'élection de François Hollande en 2012, la France a tenté de se rapprocher d'Alger.

LES GRANDS CONCERTS DE LA FÊTE DE L'HUMANITÉ

James Brown

« Les gars qui verront ce spectacle n'auront encore jamais vu ça. Moi, je donne tout, toute ma sueur y passe. »
JEAN-MARC BIRRAUX/DALLE

Mister Dynamite arrive triomphant en Seine-Saint-Denis sur la Grande Scène de la Fête de l'Humanité, devant un public de jeunes gens pour lesquels sa musique est la bande-son de leur vie. Avec, forcément, quelques débordements.

1982

Hormis lors de la venue du doyen Ray Charles l'année précédente, jamais la Fête de l'Humanité n'avait fait honneur à la musique soul. La faute est corrigée en cette année 1982, avec l'un de ses plus illustres ambassadeurs, son parrain (« Godfather ») attitré, James Brown. C'est toutefois Louis Aragon qui rafle la vedette pour le public militant, comme si l'on avait pressenti sa disparition quatre mois plus tard. Une exposition est consacrée à la relation du poète à la peinture, tandis qu'une pièce de théâtre dûment présentée par les animateurs stars de la Grande Scène, José Artur et Claude Villers, retrace sa vie épique. Avant d'introduire ce spectacle de clôture, Villers rembobine le fil des événements et revient sur le concert du soulman qui, la veille au soir nous dit-il, fut *« chaud, très chaud »*. Dans *l'Humanité dimanche*, l'événement est annoncé en insistant sur l'apostrophe iconique du chanteur *« qui a toujours fait de l'émancipation (…) une affaire personnelle »* : *« Criez-le. Je suis noir et j'en suis fier. »* Puis le journal de rappeler aussi bien ses *« prouesses athlétiques »*, que *« la précision maniaque »* de ses *« shows époustouflants »*. À cette date, James Brown a presque tout dit de son art dans un chapelet d'enregistrements volcaniques et des performances scéniques légendaires. Et s'il a conquis le titre de « Parrain de la soul », c'est en père de son excroissance la plus stimulante, le funk, qu'il est attendu sur la Grande Scène, avec son rythme fiévreux qui supplante les lignes mélodiques et ses cuivres rutilants, alignés et métronomiques.

LES REJETONS DES CITÉS PAR MILLIERS

Mais, en 1982, les musiques noires sont à un nouveau carrefour, et du funk a émergé le disco qui donnera lui-même naissance à un nouveau genre, le rap, encore à l'état embryonnaire en France. Aux États-Unis non plus le rap ne s'est pas encore spécialisé dans la chronique urbaine et s'attache essentiellement à faire danser les corps sur des samples de musique noire, qui piochent allègrement dans le matériau légué par l'hôte de la Fête de l'Humanité. À cette date, les grands ensembles ont déjà poussé près du parc de La Courneuve, et avec eux une culture urbaine qui sera le terreau fertile du hip-hop hexagonal. Ce sont les rejetons de ces cités qui débarquent en nombre. Des dizaines de milliers de personnes, avance la presse, qui *« s'agglutinent devant la Grande Scène »*. La deuxième chaîne a dépêché un journaliste dans les coulisses pour couvrir l'événement. Bras ballants et pendentif au cou, l'air décontracté, entouré d'une garde prétorienne, James Brown avance d'un pas décidé : *« Ma musique a fait un virage à 360 degrés. Les gars qui verront ce spectacle n'auront encore jamais vu ça »*, prévient-il d'emblée. *« Les artistes aujourd'hui, pour certaines raisons, ne se donnent pas entièrement sur scène. Moi, je donne tout, toute ma sueur y passe »*, poursuit-il avec un sourire bravache. *« Il ne voulait pas partir et a fait plusieurs faux départs »*, se souvient pour *le Parisien* un spectateur ébaubi. *« La communauté black était venue en masse le fêter, l'ambiance était dingue. À la fin du concert, ils ont envahi la scène ! »* Une centaine de jeunes spectateurs ont en effet franchi les barrières de sécurité. Car, une idole, on la touche.

CLÉMENT GARCIA

Demain : Renaud, 1993.
Retrouvez les épisodes précédents sur **www.humanite.fr**